

FEU VERT : DIALOGUE PARIS - G.P.R.A.



Couverture : Lefevre/Paris-Match.



APRÈS LE DIALOGUE PARIS-TUNIS

Jean FONTUGNE

L'INVITATION des Nations unies, adressée au gouvernement français et au G.P.R.A., à reprendre les négociations ne peut, ce 14 décembre 1961, que faire sourire à Paris et à Tunis.

En effet, les deux parties ont renoncé aux rencontres officielles pour engager des pourparlers secrets aux Rousses depuis le 9 décembre !

Tout permet de croire que ces discussions, si longues soient-elles, seront les dernières et que la fin de la guerre d'Algérie est proche. Les gestes de bonne volonté ne manqueront pas du côté de la France. Le général de Gaulle ne vient-il pas d'annoncer, dans son discours de fin d'année, le retour en métropole de deux divisions et d'une partie des forces aériennes alors que, la veille, vingt et un soldats du contingent étaient tués au cours d'une série d'embuscades ?

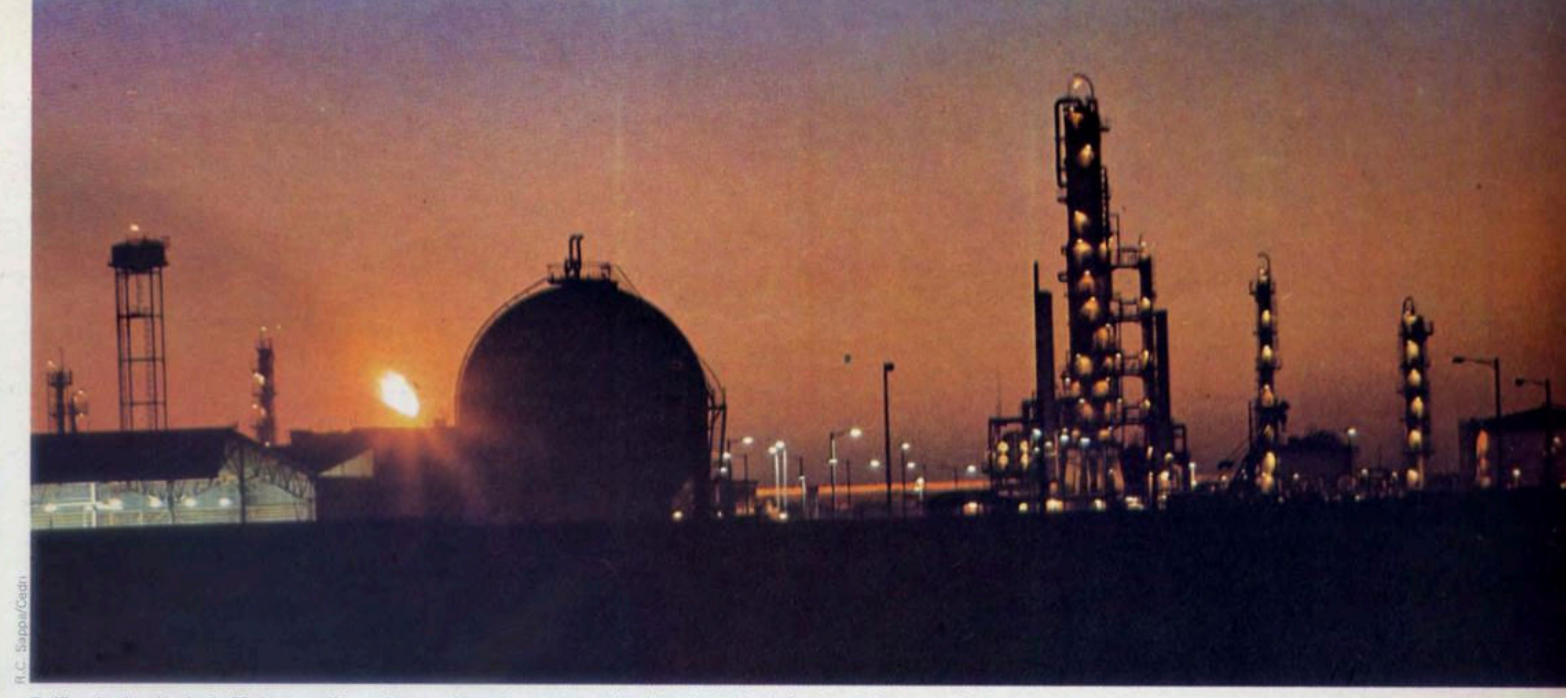
Sûr de sa popularité, du soutien des partis et des syndicats, qui viennent de manifester contre l'O.A.S. et pour la paix en Algérie, le chef de l'État donne son accord aux demandes des représentants du G.P.R.A. De concession en concession, trois mois à peine seront nécessaires pour mettre un terme à la guerre.

En Algérie, cependant, les attentats sont toujours nombreux. La confusion est d'ailleurs telle que l'on ne sait plus qui est l'auteur de ces crimes en série. L'O.A.S. ? Le F.L.N. ? Les « barbouzes » ? Ils provoquent le clivage définitif des communautés.

De plus en plus nombreux sont ceux qui se réfugient en métropole, où se tient, le 9 décembre 1961, le premier congrès des rapatriés. L'afflux des pieds-noirs, mais aussi des musulmans fidèles, grossira leurs rangs au cours des semaines suivantes. L'allocution radiotélévisée de fin d'année du général de Gaulle ne leur laissait, en effet, que peu d'espoir d'un redressement de la situation. Le chef de l'État ne précisait-il pas que l'année 1962 verrait la fin de l'engagement politique, économique, financier, administratif et militaire de la France en Algérie ?

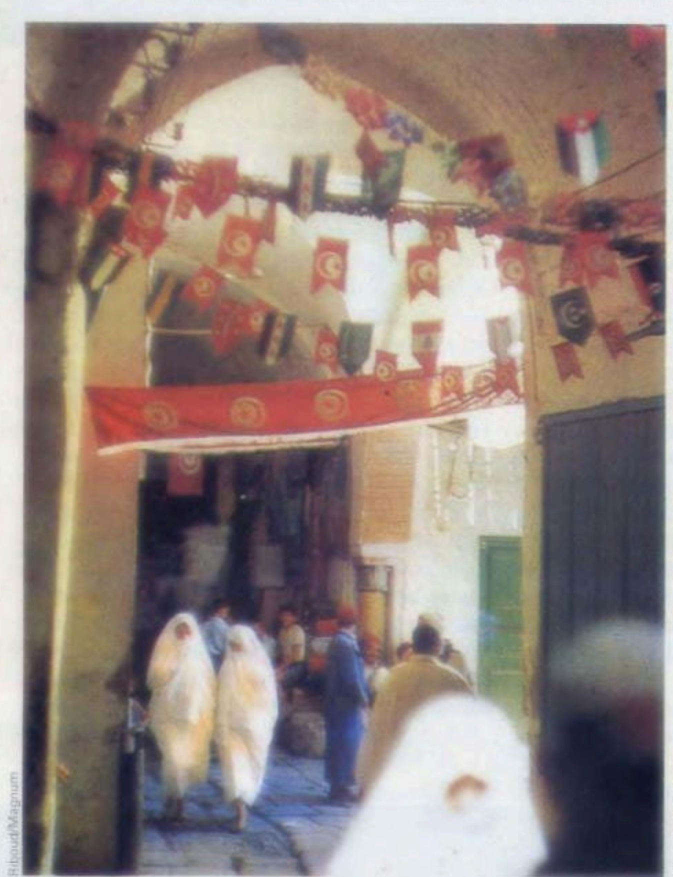
J. F.

Sommaire n° 102 - Historia magazine n° 351



R.C. Sappa/Cedri

Raffinerie de pétrole de Mohammedia, au Maroc. C'est dans cette petite ville, située à mi-chemin de Rabat et de Casablanca, que le G.P.R.A. se réunit au mois de janvier 1962.



Riboud/Magnum

Tunis, où le G.P.R.A. se réunit à deux reprises en décembre 1961.

Letellier/Paris-Match

Ben Khedda : le nouveau chef.



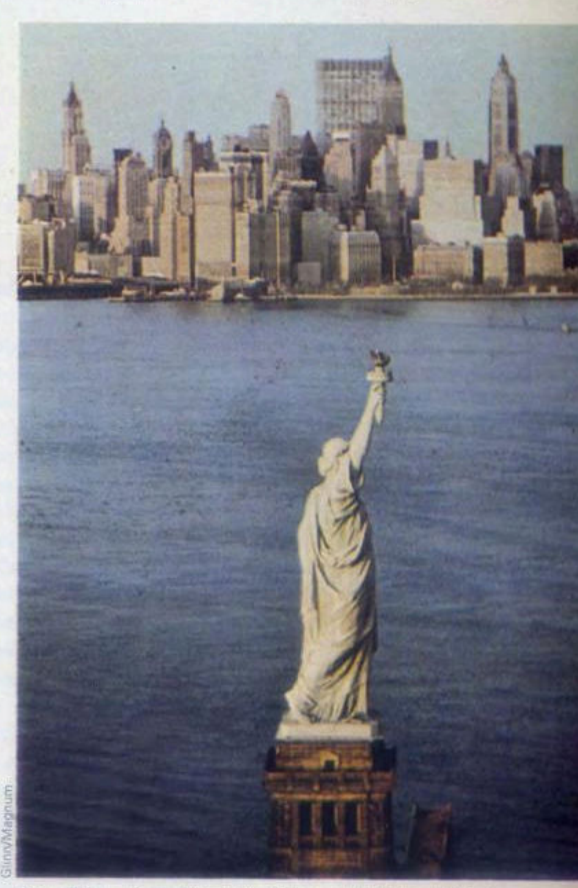
Paris-Match

De Gaulle : la contre-attaque.



Habans/Paris-Match

Yazid : un tour à New York.



Glinn/Magnum

New York : le 8 décembre, débat sur l'affaire algérienne.

AGITATION AU G.P.R.A.

LORSQU'IL réunit ses ministres, au début de décembre 1961, Ben Khedda, le nouveau président du G.P.R.A., déclare que « la situation en Algérie évolue d'une manière à la fois dangereuse et positive ». Dangereuse parce que l'O.A.S. montre une puissance redoutable. Positive, cependant, parce que de Gaulle, qui a paru un moment débordé, réagit vigoureusement, à Alger même, d'abord en organisant la contre-attaque des inconditionnels du M.P.C. (Mouvement pour la Communauté), puis en envoyant en Algérie d'importants renforts de police. Les fidèles du général, auxquels l'O.A.S. porte des coups sévères (attentats, plastiquages, etc.), sont obligés, pour rétablir l'équilibre des forces, de se rapprocher de certains musulmans sympathisants ou même militants du F.L.N.

Des responsables des services de sécurité de la Délégation générale et des leaders du M.P.C. prennent des ▶

on parle de "complicité gaullo-fellagha"

contacts, d'abord avec des Algériens pro-F.L.N. qui travaillent à la direction des Centres sociaux, puis, un peu plus tard, avec des militants F.L.N. de l'organisation d'Alger (réseau Alilat) tels que Smaïl Madani. La propagande des « ultras » exagère beaucoup lorsqu'elle parle, à propos des relations qui se nouent ainsi, d'une « véritable complicité gaullo-fellagha », mais il est exact que l'on se rend, de part et d'autre, certains services. On échange, par exemple, les renseignements que l'on possède sur les structures clandestines de l'O.A.S. « Des liens objectifs de cette sorte, explique Krim Belkacem, ne sont pas négligeables. Plus le temps passe et plus de Gaulle est amené à réaliser que, s'il veut liquider l'O.A.S., il doit s'entendre

Ménager/Paris-Match



Keystone

A gauche : **Boulharouf, délégué du G.P.R.A.** ; *à droite* : **Bruno de Leusse. La négociation « directe »...**

avec nous pour mettre fin à la guerre. »

Le nouveau contexte explique les consignes de prudence qui sont données à Yazid quand, le 8 décembre, le ministre de l'Information du G.P.R.A. est désigné, une fois de plus, comme chef de la délégation F.L.N. qui doit suivre, aux Nations unies, les débats sur l'affaire algérienne.

Le ministre de l'Information arrive à New York, le 9 décembre, accompagné du secrétaire politique du ministère des Affaires étrangères Lakhdar Brahimi, et fait admirer au chef de la mission permanente du F.L.N. aux États-Unis, Chanderli, la superbe moustache qu'il a laissée pousser. Les trois hommes rendent successivement visite au chef de la délégation pakistanaise, Zafrullah khan, qui préside la commission politique de l'O.N.U., aux représentants du « groupe afro-asiatique », aux deux leaders de la délégation américaine, Stevenson et Yost, et au délégué soviétique Zorine. A tous ces interlocuteurs ils expliquent que, compte tenu des progrès enregistrés dans ses pourparlers avec de Gaulle, le G.P.R.A. désire que le débat sur la question algérienne ne soit pas passionné et qu'il ne se termine pas par une condamnation de la France, qui serait inopportune.

Lorsque le débat s'ouvre, le 14 décembre, devant la commission politique, il apparaît clairement que ce souhait a été entendu. Le délégué de l'Arabie Saoudite, Ahmed Choukairi, dépose en effet, au nom de trente-deux pays africains et asiatiques, un projet de résolution « modéré ». Ce texte se contente de « regretter » la suspension des négociations engagées à Évian et à Lugrin et de faire appel aux deux parties pour qu'elles « reprennent les pourparlers en vue de mettre à exécution le droit du peuple algérien à l'autodétermination et à l'indépendance dans le respect de l'unité et de l'intégrité territoriales de l'Algérie ».

Un vote sans surprise

Comme chaque année, le délégué de la France aux Nations unies réaffirme le principe selon lequel « le problème algérien est un problème intérieur français » et s'abstient, au nom de ce principe, de participer aux débats, mais, à la différence des années précédentes, il ne s'emploie pas, dans les coulisses, à combattre la résolution afro-asiatique. Le traditionnel combat entre les « Afro-Asiatiques » et les « Occidentaux » va se dérouler, cette fois, à fleurets mouchetés. Il y a, de fait, peu de polémique, et même peu de divergence dans les propos que tiennent les orateurs qui se succèdent à la tribune.

Le délégué des États-Unis, Charles Yost, annonce qu'il s'abstiendra dans le scrutin – c'est la position qu'adoptent les pays les plus proches de la France – mais il laisse une grande liberté de manœuvre même aux pays d'Asie et d'Afrique les plus liés à Washington. La résolution afro-asiatique obtient, dans ces conditions, une substantielle majorité : 61 voix contre 0 et 34 abstentions. Six pays « africains francophones » du « groupe de Brazzaville » s'abstiennent ainsi, tandis que quatre rejoignent les autres pays « afro-asiatiques » et que deux ne prennent pas part au vote.

Après un débat sans *suspense*, ce vote sans surprise est annoncé, le 20 décembre, à 3 heures du matin, devant onze spectateurs et trois journalistes seulement. Les raisons de cette indifférence sont claires : chacun est maintenant persuadé que l'O.N.U. est hors circuit et que le vrai jeu se joue entre Tunis et Paris, entre de Gaulle et le G.P.R.A.

A Paris, le parti communiste appelle ses troupes ▶ à manifester contre l'O.A.S. le 5 décembre. Les syndicats, rapidement, s'associent au mouvement et, le 19, organisent aussi une « journée contre l'O.A.S. ».



Habans/Paris-Match

C'est d'ailleurs ce que souligne Yazid, qui déclare immédiatement dans les couloirs : « L'événement que nous venons de vivre est encourageant pour tous ceux qui travaillent à la paix négociée et à la coopération entre le peuple français et le peuple algérien. Pour nous, New York est une étape sur le chemin de Paris. »

Lorsque l'Assemblée générale des Nations unies ratifie la décision de la commission politique avec à peu près le même décompte de voix (62 pour, aucune contre, 38 abstentions), Yazid renouvelle son commentaire : « L'O.N.U. apporte une importante contribution à la cause de la paix en Algérie par le moyen de la négociation directe. »

Géry/Paris-Match



Les ministres algériens du G.P.R.A. arrivent au Miramar, leur hôtel de Mohammedia, station balnéaire, de jeux et de loisirs en même temps que ville industrielle.



Autour de Ben ▶ Khedda, les ministres sont réunis. Agité, serrant l'une contre l'autre ses mains potelées, puis les passant nerveusement sur son front, Krim Belkacem prend le premier la parole.

Habans/Paris-Match

Où en est cette négociation « directe »? Après la suspension des pourparlers de Lugrin, les « missions avancées » laissées sur place par la délégation française à Évian (Bruno de Leusse et Henri Chayet) et par la délégation du G.P.R.A. à Genève (Ben Yahia, Boulharouf, Reda Malek) ont maintenu des contacts qui ont finalement abouti à un entretien confidentiel entre les deux principaux négociateurs, Louis Joxe d'un côté, Saad Dahlab de l'autre.

Rencontre secrète entre six ministres

Joxe a proposé, d'ordre de son gouvernement, qu'une rencontre secrète franco-F.L.N. se déroulât rapidement à un niveau élevé (trois ministres français d'un côté, trois ministres algériens de l'autre) et que cette confrontation débouchât sur un ultime débat public qui pourrait enfin se conclure par un accord de cessez-le-feu.

Yazid a de bonnes raisons de miser sur la volonté de « relance » de Paris. Il voit bien que de Gaulle est maintenant soutenu par une opinion publique française lasse de l'interminable guerre d'Algérie et désireuse d'en finir avec ce conflit, et qu'il doit tenir compte aussi des mouvements de gauche, qui ont organisé, le 19 décembre, avec des moyens importants, une « journée d'action contre l'O.A.S. et pour la paix ». En fait, les plus gros problèmes que doivent affronter les leaders algériens les plus engagés dans les pourparlers avec de Gaulle ne se trouvent plus, fin 1961, du côté de l'Élysée, mais à l'intérieur même de la direction du F.L.N.

C'est, en effet, avec une violence croissante que les trois chefs de l'état-major général de l'armée reprochent au G.P.R.A. d' « aller trop vite et trop loin » dans les tractations avec la France, et que Boumediene, Slimane et Menjli posent, à travers cette querelle, toute la question du pouvoir futur dans l'Algérie indépendante.

Dans l'affrontement avec l'E.M.G., Ben Khedda va plus loin que n'était allé Ferhat Abbas. Il s'appuie ouvertement, en effet, sur des « militaires » hostiles à l'état-major, tels que le commandant Moussa, ancien leader oranais de l'U.D.M.A., qui, depuis 1956, a combattu dans les maquis de l'Ouest algérien et peut, maintenant, à Tunis, parler haut et fort. Le chef du G.P.R.A. se rend, d'autre part, au Caire, *via* Tripoli, afin d'y rencontrer Nasser et de pouvoir dire qu'il est soutenu par le Raïs, dont le prestige est immense dans le monde arabe.

Boussouf et Ben Tobbal ont accompagné Ben Khedda dans sa visite en Libye et en Égypte (12-19 décembre). Krim Belkacem, lui, « travaille » les dirigeants des fédérations du F.L.N. en France, en Tunisie et au Maroc. Il les rencontre à Lausanne et les persuade de signer une déclaration approuvant les pourparlers avec de Gaulle et condamnant les « manœuvres d'obstruction » de l'E.M.G.

« S'il y a des manœuvres, c'est contre le commandement de l'A.L.N. qu'elles sont dirigées », riposte Boumediene, qui prend les différents responsables de son armée à témoin de l'aggravation de son différend avec le G.P.R.A. La tension est grande à Tunis, quand le G.P.R.A. se réunit, les 21 et 22 décembre, puis les 27 et 28, pour de courtes mais importantes délibérations.

Il est décidé que le président du G.P.R.A., Krim Belkacem et Mohammedi Saïd, ministre d'État, se rendront le 3 janvier 1962 à Rabat pour rencon- ▶



Burri/Magnum

Bureau/Gamma

les "solutions radicales" de Krim Belkacem

trer le souverain chérifien, Hassan II, et discuter avec lui du contentieux algéro-marocain sur le Sahara. Le G.P.R.A. devait se réunir le lendemain dans la petite ville de Mohammedia, à mi-distance de Casablanca et de Rabat.

Le choix de cette cité est dû au souci de donner une satisfaction de prestige à Hassan II, qui s'était récemment étonné que le G.P.R.A. se réunît toujours en Tunisie et non dans son royaume. Cette raison, cependant, n'est pas la principale. En fait, tous les ministres souhaitent juger sur place de la situation de la communauté algérienne, dans ce Maroc où le conflit G.P.R.A.-E.M.G. a pris un tour particulièrement aigu.

Un tour assez confus aussi. Si, en effet, certains responsables de l'A.L.N. ont pris leurs distances à l'égard de l'état-major, on peut noter, en sens inverse, la semi-dissidence de bon nombre de cadres politiques du F.L.N. qui sont révoltés par les méthodes dictatoriales des services spéciaux de Boussouf, un peu trop prompts, à leur avis, à envoyer les « opposants » au camp « disciplinaire » de Khemisset et dont les critiques contre le G.P.R.A. rejoignent de plus en plus les réquisitoires de jeunes officiers de l'A.L.N. du quartier général d'Oujda, tels qu'Abderrahmane Ben Saïd, Bouteflika, Omar Belmahjoub, Chérif Belkacem, Medeghri. Le danger que l'E.M.G. représente pour l'autorité du G.P.R.A. est, en tout cas, jugé suffisamment grave pour que « l'attitude à adopter à l'égard de Boumediene et de ses lieutenants » soit le troisième sujet inscrit à l'ordre du jour du débat de Mohammedia, avec « l'examen du dossier des prochaines discussions avec les Français » et « la lutte contre l'O.A.S. en Algérie ».

Les ministres algériens logent dans un hôtel moderne vidé de ses clients, le « Miramar ». Ils délibèrent dans une grande pièce totalement isolée du monde extérieur, surtout lorsque y sont abordés des sujets aussi explosifs que celui de « l'indiscipline de l'état-major ».

Agité, volubile, Krim Belkacem prend le premier la parole pour proposer des « solutions radicales » : la révocation pure et simple de Boumediene, Slimane et Menjli ou, à la rigueur, l' « élargissement de l'état-major général », de manière que la présence de trois ou quatre chefs prestigieux de wilaya vienne équilibrer, au sein du nouvel organisme, le poids des trois leaders devenus dangereux.

Ces suggestions, si elles sont approuvées par Mohammedi Saïd, sont criti-

G. Viollon



A gauche : **Rabat, la casbah des Oudaïa : de merveilleux jardins.** *Ci-dessous :* **le nouveau roi du Maroc, Hassan II, successeur de Mohammed V.**



Carone/Paris-Match

◀ **Les Pyramides. Peut-être le président Nasser, en se faisant le champion de la cause arabe, espère-t-il rendre à l'Égypte sa puissance et sa gloire passées. Une visite au Caire s'impose pour Ben Khedda.**

Les « ministres d'Aulnoy ». La captivité n'a pas facilité les contacts. Et, au sein du groupe de Tunis, quelques ministres ne connaissent même pas personnellement tous ceux du groupe de France. ▶

Coll. Laclôti

quées, en revanche, par Ben Tobbal, et surtout par Boussouf, qui les considèrent comme « aventureuses ». Ces deux leaders réalistes estiment en effet qu'avant de s'engager dans un affrontement avec l'E.M.G., le G.P.R.A. devrait envoyer certains de ses membres visiter plusieurs camps de l'A.L.N. du Maroc pour essayer de mesurer, sur le terrain, l'état réel du rapport des forces. Ben Khedda, Dahlab et Yazid s'élèvent, eux, contre l'idée même d'une épreuve de force publique qui serait particulièrement désastreuse au moment où la direction du F.L.N. a besoin d'apparaître unie, et non divisée, pour traiter avec les autorités françaises dans les conditions les plus favorables.

Le vice-président du G.P.R.A., mis en minorité, doit accepter le maintien du *statu quo* ambigu qui prévaut, depuis plusieurs mois déjà, dans les relations G.P.R.A.-E.M.G., et qui va encore se prolonger. Il s'incline, mais en lançant à ses collègues cette apostrophe rageuse : « Vous refusez donc de crever l'abcès d'Oujda ? Vous le regretterez. »

Mission de liaison au château d'Aulnoy

Plus sereins sont les échanges de vues qui se déroulent dans les salles des séances ou dans la chambre 71 – celle de Dahlab – au sujet de la préparation des nouveaux pourparlers avec les porte-parole de l'Élysée. Les membres du G.P.R.A. passent de longues heures à imaginer tous les traquenards que pourront leur tendre, dans les différents domaines de la négociation, leurs partenaires-adversaires français et à mettre au point les divers moyens possibles pour déjouer les pièges, mais ils font, dans l'ensemble, confiance au ministre des Affaires étrangères pour naviguer, avec son flair habituel, au milieu des écueils.

Ce qui les préoccupe davantage, c'est la relation à établir avec les cinq ministres d'État – Ben Bella, Boudiaf, Khider, Aït Ahmed et Rabah Bitat – qui se trouvent pour quelque temps encore en résidence surveillée en France, au château d'Aulnoy, mais dont il est clair qu'ils recouvreront leur liberté – et leurs ambitions – dès qu'un cessez-le-feu sera conclu entre l'A.L.N. et l'armée.

Depuis dix ans, les aléas de la clandestinité, de l'exil, de la captivité et de la guerre n'ont pas facilité les contacts entre les « ministres d'Aulnoy » et les « ministres de Tunis ».

Chacun comprend bien, cependant, que, pour l'opinion algérienne, des « chefs historiques », auréolés du prestige de la prison, exerceront, dès qu'ils retrouveront leur liberté de mouvement, une influence très forte et qu'un nouveau chapitre s'ouvrira dans l'histoire du F.L.N.

L'équipe d'Aulnoy, à vrai dire, n'est pas moins divisée que celle de Tunis. Le grand problème de la direction du F.L.N. va être, dans ces conditions, de savoir qui, demain, s'alliera avec qui. Dans l'immédiat, la question qui se pose à Mohammedia est de connaître quelle opinion Ben Bella, Boudiaf, Khider, Aït Ahmed et Rabah Bitat ont, chacun, de chaque chapitre d'une négociation dont ils suivent de près le déroulement. Si je suis, pour ma part, le seul « extérieur » à être admis dans le sanctuaire de l'hôtel Miramar, c'est que je peux apporter, à ce sujet, des éclaircissements utiles, surtout depuis que l'Élysée a admis que j'aille rendre visite aux « prisonniers d'État » d'Aulnoy avant d'aller m'entretenir, au Maroc, avec « l'autre moitié du G.P.R.A. ».

Les ministres d'Aulnoy sont, dans l'ensemble, favorables à une négociation avec de Gaulle, négociation dont le succès permettrait leur libération. L'objectif dont nous discutons – établir une coordination maximum entre le « G.P.R.A. de Tunis » et le « G.P.R.A. d'Aulnoy » apparaît, de ce fait, comme pouvant être atteint sans trop de mal.

Lorsque la réunion de Mohammedia se termine, le 10 janvier 1962, sur une note officiellement optimiste (le communiqué final parle, pour la première fois, de « l'évolution du problème algérien vers une solution pacifique et négociée »), les ministres présents à l'hôtel Miramar ont décidé de demander à de Gaulle que Krim Belkacem reçoive l'autorisation d'aller, en leur nom, effectuer une discrète « mission de liaison » au château d'Aulnoy.

Un feu vert en appelle un autre. Il a été décidé aussi que si, après cette mission, les « cinq d'Aulnoy » donnent leur accord, le chemin sera libre pour la rencontre secrète franco-F.L.N. « au niveau ministériel » suggérée par le président de la République française.

Tout se passera, en définitive, selon les plans qui sont alors échafaudés. Le dialogue Paris-G.P.R.A. s'accélérera. Krim Belkacem se rendra effectivement à Aulnoy, et un mois après la réunion de Mohammedia, trois ministres français – Joxe, de Broglie et Robert Buron – et trois ministres algériens – Ben Tobbal, Dahlab et Yazid – se rencontreront, dans le plus grand mystère, dans la localité montagnarde des Rousses, à la frontière suisse. H

Albert Paul LENTIN

LETTRE A MON AMI, LE BACHAGH

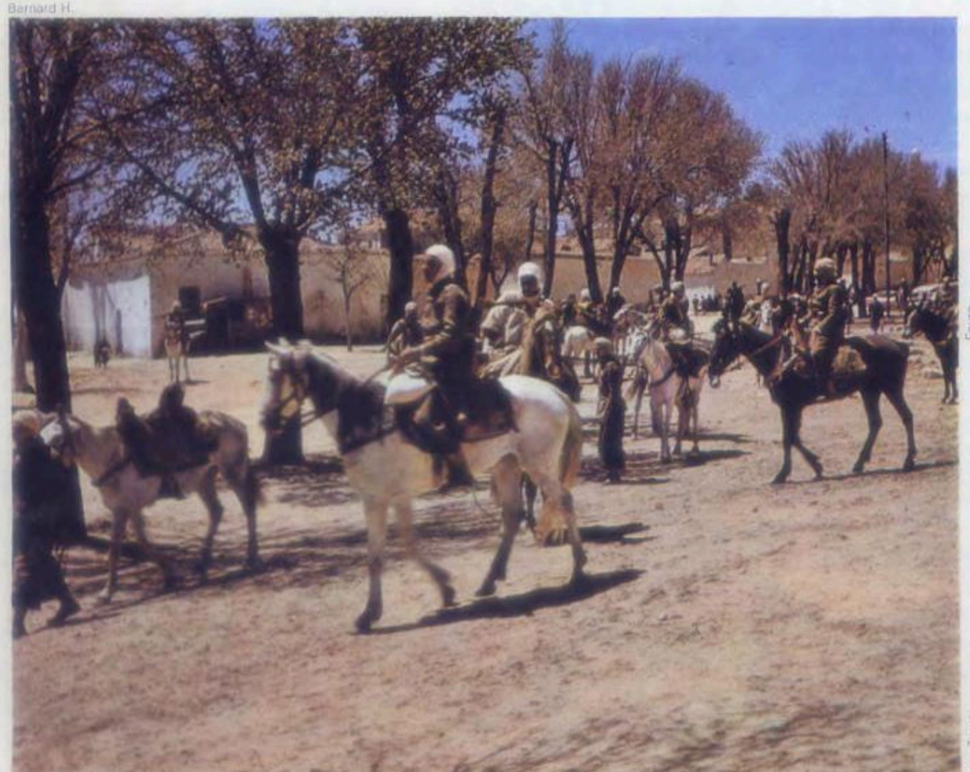
■ *En quittant Lamartine, dès le franchissement du petit barrage, on gagnait les lacets de terre ocre qui s'élancent vers Draa-Messaoud, premier poste flanquant la forêt et dominant la plaine du Chélif. Vous souvenez-vous, monsieur le bachagha? Comme il était beau, votre douar de paysans-soldats! Certains soirs d'été, quand la chaleur était intolérable dans la plaine, nous allions nous réfugier dans la montagne pour y trouver un peu de fraîcheur. C'était l'heure où les pins exhalent une puissante odeur de résine et les taillis de lentisques, des parfums d'herbes rares.*

Dans la plaine encore brûlante, les canaux de l'oued Fodda gorgeaient d'eau les plantations, et des milliers d'orangers en fleur chargeaient les fastueuses couleurs du couchant des lourdes senteurs de leurs rameaux. Vers Orléansville, Ténès, venant de la côte, une projection fulgurante de couleurs embrasait le ciel, puis avec les premières étoiles tout sombrait au mauve, à l'indigo, à la nuit. Les phares de la jeep balayaient la piste, frôlant le ravin, découpant les pins en ombres gigantesques et dansantes. Nous roulions vers Moulay-Abdelkader, poste pivot de la défense du douar. Quelques paysans attardés, le fusil en bandoulière, pressaient leur mulet de bourrades amicales. Parfois, au détour du chemin, ed-dib, *le chacal, d'un bond disparaissait dans un taillis, puis c'était une gerboise, avec ses airs de minuscule kangourou, qui enchantait les yeux d'un numéro de haute voltige. Ici, c'était la paix, votre paix, nous étions chez nous, sans crainte, sans escorte, nous roulions lentement savourant cette sécurité qu'il avait fallu gagner. Au sud, dans le lointain, on apercevait les lumières de Bou-Caïd, au cœur de l'Ouarsenis, avec ses ravins profonds, ses oueds, ses immenses forêts, ses montagnes-repaires où la rébellion s'était implantée malgré les cris de nos amis les montagnards qui nous avaient appelés au secours. Mais ceci est un épisode sur lequel nous reviendrons.*

Avant d'arriver à Moulay-Abdelkader nous passions à proximité de Timaxeouine où habitait le garde champêtre Rolamula, un brave dont le tir précis avait fait fléchir bien souvent l'agressivité des fellaghas. Moulay-Abdelkader, c'est le repos dans un brouhaha de cris et de gamelles entrechoquées. Soldats du contingent et harkis manifestent leur joie de vous retrouver. Sur des plateaux de cuivre, à la lueur de braseros fumeux, thé brûlant à la menthe, tasses de café poivré circulent. Puis tout s'endort dans la chaleur lourde aux senteurs de menthe et de résineux brûlés. Dehors, des mulets agacés donnent du sabot dans leurs bat-flanc. A l'aube, avant que les brumes légères de la plaine s'effacent, nous partions. On apercevait à l'est, en contrebas vers Rouina, le poste 505 sur sa colline crayeuse. Des taches d'ombre dans le lit de l'oued marquaient des vergers où des lianes de vigne s'accrochaient aux arbres éclatants de verdure. Qu'ils étaient savoureux, ces raisins sauvages que nous pillions au passage en rentrant d'opération!

La jeep fonçait au sud, vers Bel-Has, dans un tourbillon de poussière laissant à gauche le sentier muletier qui fut longtemps la seule voie de ravitaillement pour nos harkis. Quatorze kilomètres de piste neuve à travers des vallonnements boisés, des clairières où quelques mechtas apparaissaient dans leur enceinte de figuiers de Barbarie, où perchées en sentinelles quelques volailles se profilaient. Une compagnie de perdrix étalée


Paul Ribeaud


Bernard H.


Faure

Ils protègent les douars et les S.A.S. ou combattent dans les commandos de chasse, vivant en liberté avec leurs familles installées dans un poste.


Jean Tourte

BOUALEM...

◀ **Au nom de la France, les harkis ont engagé le combat contre les maquisards de l'A.L.N.**

En 1956, la harka du bachagha Boualem *(photo)* ▶ a détruit le « maquis rouge » de l'Ouarsenis.

dans la pente engageait avec nous une course de vitesse, nappe houleuse de plumages chamarrés. Sur le point d'être happée par le véhicule, elle s'élevait en fastueux éventail et retombait plus loin, cacabant à tue-tête.

La piste montait toujours et c'était Bel-Has avec ses mechtas étalées au pied de la cote 1066. Tout le monde nous attendait, effets du mystérieux « téléphone arabe »; c'étaient les palabres, les cris de joie, les nouvelles. Les femmes s'empressaient, apportant le thé ou le café, les hommes de menus cadeaux tirés de la terre ou de la chasse.

Des hordes de moutards aux yeux magnifiques, caquetant, morveux et mal lavés, glissaient parmi les groupes, frôlant sans crainte fusils et grenades.

Oui, elle était belle votre harka, vous pouviez en être fier, monsieur le bachagha. Avec ses onze compagnies opérationnelles, ses autodéfenses et tous ceux que vous ne pouviez employer dans le douar et qui étaient allés chez les paras ou à la légion. Pardon? Des mercenaires? Simplement des soldats-paysans fidèles à leur chef, lui-même fidèle aux engagements pris par ses ancêtres lorsqu'ils se rallièrent à la France après l'avoir combattue.

Des miliciens? Des pillards? Si la loi du talion avait simplement été appliquée à ceux qui tombèrent entre nos mains et qui avaient commandé des méfaits et même des crimes dans le douar, l'actuel chef politique de la zone de Lamartine ne serait pas Salaouatchi, qui, blessé, fut fait prisonnier par nous ainsi que bien d'autres. Si des fractions entières des Beni-Bouattab et des Bethia se rallièrent à nous, c'est qu'elles connaissaient votre clémence et l'esprit chevaleresque qui vous animait, « leurs » blessés étaient soignés comme les nôtres, c'était notre honneur. Si notre action eut une profonde résonance au cœur de l'Ouarsenis auprès des populations montagnardes abandonnées aux mains des fellaghas, c'est bien parce que nous étions engagés dans la bonne voie et que la paix des Beni-Bouaroune avait valeur d'exemple. L'acharnement des fellaghas contre votre douar, la terrible répression qu'ils exercèrent sur les zones limitrophes pour juguler les ralliements nous prouvèrent que l'Ouarsenis aurait pu être pacifié, faisant ainsi basculer en notre faveur l'équilibre de cette zone vitale, isolant les rebelles algérois de ceux d'Oranie.

Paul Ribeaud

Lorsque nous eûmes arraché les moyens d'assurer la sauvegarde du douar et fûmes ainsi devenus disponibles et opérationnels pour d'autres zones, il était trop tard, la prise en main des douars de l'Ouarsenis était faite, la population matée, nos amis égorgés.

Vous souvenez-vous de toutes ces randonnées aux quatre coins du douar, et bien au-delà, où vous payiez d'exemple et ce, malgré votre état de santé?

Il y eut des jours heureux, l'arrivée à Bou-Caïd après cette chevauchée à travers l'Ouarsenis, défi aux commandos rebelles de la wilaya 4, le repli des fellaghas lors de l'attaque de Bel-Has, la sévère défaite que leur avait infligée Rolamula lors de l'attaque de sa ferme, et puis, et puis... les battues à la perdrix et au sanglier, les méchouis...

Il y eut votre élection comme député, puis comme vice-président de l'Assemblée nationale; nous étions fiers, heureux et sûrs de garder l'Algérie à nos côtés...

Et puis il y eut les jours sombres, chaque fois qu'un ami tombait, appelé de France, engagé, harki; il y eut beaucoup de tués de votre famille, votre fils bien-aimé Abdaka, mon compagnon d'opération, Larbi, votre garde du corps au béret amarante, que j'avais breveté parachutiste à Blida, le lieutenant Titoulet du commando Guillaume, et bien d'autres aux quatre coins du douar...

Puis vinrent l'abandon et l'exil... Si les regrets sont vains, si seuls ceux qui gagnent sont adulés et peuvent faire croire qu'ils avaient raison, que le bon droit et la vertu n'appartiennent qu'à un seul camp, que nous reste-t-il?

D'abord le sentiment de fidélité aux engagements pris. Vous en êtes l'exemple, monsieur le bachagha. Puis l'indéfectible amitié qui lie ceux qui ont combattu sans restriction, passionnément mais sans haine, lucides, comptables de la vie des autres, prodigues de la leur, toujours prêts à payer le prix de l'aventure et du risque constant. Ceux qui appartiennent à cette confrérie sont de toutes les races et de toutes les confessions, ils viennent de tous les horizons, ils ont combattu côte à côte ou face à face et se connaissent bien car ils restèrent debout quand les autres étaient couchés. Ils ne portent pas d'insigne mais ils s'identifient entre eux à la flamme du regard et au tressaillement de joie profonde et pure qu'ils éprouvent en se rencontrant comme s'ils retrouvaient un frère bien-aimé.

P. HENTIC

Paul Ribeaud



Azoulay/Paris-Match

La patience est une de leurs qualités. Ils peuvent rester des heures à l'affût derrière un buisson.



Azoulay/Paris-Match



L'O.A.S. DÉCLARE LA GU

Lefebvre/Paris-Match

◀ L'automne de 1961 semble avoir été, pour l'O.A.S., la saison de l'espérance. La population européenne, dans sa quasi-totalité, accorde avec enthousiasme sa participation à l'organisation. En Algérie, chaque nouvelle *strounga* est saluée avec joie.

A Bab-el-Oued, l guerre des affiche et des inscription est commencée. E certains mur ressemblent de véritable palimpsestes. S · l'O.A.S. travaill en plein jour, l M.P.C., dont le membres ont obten des laissez-passe des autorité peut opérer la nu

« CARTE blanche aux « barbouzes » pour liquider l'O.A.S., disait la manchette de *France-Soir*, le 20 novembre 1961, les as du contre-espionnage travailleront dans le secret absolu et appliqueront les méthodes de la guerre subversive. »

Si le quotidien parisien du soir voyait juste il commettait tout de même une légère erreur. Les « barbouzes » étaient loin d'être des as du contre-espionnage. C'était une poignée d'hommes aussi divers par l'âge que par l'origine sociale, regroupés autour d'un fonctionnaire de l'O.R.T.F., responsable algérien du Mouvement pour la Communauté (M.P.C.), créé à Paris par des gaullistes de gauche, Lucien Bitterlin.

Bitterlin avait choisi comme adjoint action André Goulay, un blanchisseur de L'Arba, petit village situé au sud d'Alger. Goulay avait trente-quatre ans, grand, bâti comme un catcheur, le nez cassé, les épaules lourdes et « mobiles », le cheveu châtain coupé très court, c'était un ancien du bataillon de Corée. Il avait même été pendant un temps l'adjoint de Dominique Ponchardier à la tête du service d'ordre du R.P.F. C'est là que Bitterlin l'avait connu.

Les deux hommes, poussés par la même passion gaulliste, avaient décidé de s'opposer à l'O.A.S. naissante. Mais pour cela il leur fallait des hommes. L'Algérie leur en fournissait peu. Les libéraux étaient trop lâches pour s'engager. Les Européens trop conscients du danger que représentaient les fells pour leur avenir en Algérie.

Alors, où chercher? En métropole, bien sûr. Bitterlin s'en chargea. Il parvint à en recruter. Goulay, par l'intermédiaire de son ami Ponchardier et d'un avocat, Pierre Lemarchand, trouva le reste de la troupe, en tout une cinquantaine d'hommes.

Cependant, leur arrivée ne passa pas inaperçue. Dès la fin de septembre, dans une note secrète au général Salan, le général Gardy écrivait :

« Selon source de première main, effort policier exceptionnel se développe contre O.A.S., avec agents cherchant à s'infiltrer dans organisation ; disposeraient de moyens illimités (armes, initiatives, appui sans condition de toutes

Habans/Paris-Match



◀ En métropole, bien différente est la réaction de la population aux attentats O.A.S. Nombreux sont ceux qui, après avoir éprouvé un sentiment de sympathie pour l'organisation, s'en détournent totalement. Et par son action terroriste, elle fera le jeu du général de Gaulle.

RRE AUX "BARBOUZES"

J. Magnan

autorités civiles et militaires, aucune restriction contre les méthodes, même les plus odieuses). »

Le général ne se trompait pas. Bitterlin avait rencontré le délégué général, Jean Morin, et obtenu non seulement des armes, mais aussi une somme de 30 millions de francs.

La villa Séverine

Pour l'O.A.S. le danger devenait pressant. Il lui fallait à tout prix repérer ces hommes avant qu'ils pussent faire le moindre dégât. Mais l'organisation fut prise de vitesse. Un soir de novembre cinq commandos en voiture firent sauter l'« Otomatic », le « Tantonville » et le « Cheval-Blanc ». Quarante-huit heures plus tard, ce furent le « Joinville », le « Coq-Hardi » et le « Viaduc » qui volèrent en éclats.

Les « barbouzes », discrets jusque-là – ils occupaient deux villas : la villa A, rue Fabre à El-Biar, la villa B, rue Faidherbe, une impasse donnant sur le chemin Raynaud, toujours sur les hauts d'Alger –, n'allaient cependant pas tarder à se faire repérer avec l'arrivée à Alger de Jim Alcheik, un judoka possédant une salle près de la place de la République, à Paris, et d'un petit groupe de Vietnamiens.

Bitterlin habitait une villa, rue Séverine, circulait alors dans Alger à bord de la Mercedes d'André Goulay, que conduisait ce dernier. Chaque jour ou presque les deux hommes se rendaient dans leurs différents P.C. Or ces derniers, à cause de la présence par trop voyante des « Viets », étaient repérés.

Ce fut un jeu d'enfant pour les « delta » de Roger Degueldre de suivre la voiture et de localiser avec précision le domicile de Bitterlin. Photographié, il fut identifié par Degueldre, qui le connaissait. Son nom d'emprunt, Jacques Dulac, ne lui servait plus à rien.

Coll. particulière



Carte de vœux : dites-le avec une bombe...

Deux jours de planques discrètes autour de la villa donnèrent aux « delta » des renseignements complémentaires et suffisants : Bitterlin et Goulay quittaient régulièrement la villa Séverine chaque matin à 8 heures.

Le 6 décembre, deux commandos, à bord de deux voitures, se postèrent au bas de la rue Séverine afin de prendre la Mercedes sous un tir croisé lorsqu'elle sortirait. A bord d'un des véhicules, Jo Rizza, à bord de l'autre, Gaby Anglade, la fine fleur des hommes de Degueldre depuis l'arrestation de Bobby Dovecar.

8 heures. Goulay et Bitterlin quittent la villa. Ils observent les alentours. Rien ne bouge. Le quartier semble calme.

Pour la première fois, la Mercedes n'est pas garée capot vers la sortie de l'impasse. La veille, Goulay, fatigué, n'avait pas eu le courage d'arriver devant la villa en marche arrière. La rue Séverine étant trop étroite pour effectuer ▶

deux voitures "Delta" attendent Goulay à la sortie de l'impasse



J.-L. Normand

Gamma/R.A.



Gamma/R.A.

Combat quotidien, obscur, lamentable. L'O.A.S. frappe quand elle veut, où elle veut, qui elle veut. Et des charges de plastic éclatent, les unes après les autres. De son côté, le F.L.N. ne reste pas inactif, ni le M.P.C., qui commet de nombreux plastiquages. C'est ainsi que des explosions violentes détruisent à Alger une dizaine de cafés réputés être des centres d'activistes. Mais il y a pire encore : il y a les assassinats, les enlèvements, les tortures... La Ville blanche vit des heures abominables.

un demi-tour, Goulay enclenche la marche arrière et recule tout doucement en direction de la rue Mangin, perpendiculaire. Les deux voitures des « delta » l'y attendent. Dès qu'ils voient apparaître ce qu'ils pensent être le capot, les « delta » ouvrent le feu à la MAT-49, au P.M.-40 et à la Thompson. Quatre chargeurs de 25 balles y passent. Rizza pour faire bonne mesure dégoupille une MK-2 et la lance. Elle rebondit sur la malle et explose à terre criblant d'éclats la carrosserie de la grosse voiture allemande.

A l'intérieur, dès qu'il a entendu les coups de feu, qu'il a d'abord pris pour des projections de gravier, Goulay s'est couché sur le siège et, d'une bourrade, a poussé Bitterlin hors du véhicule. Il a reçu une balle. Bitterlin est également touché, mais sa blessure est moins grave : une balle l'a frappé en séton à une épaule.

Le fait d'avoir rentré la veille la voiture dans l'impasse en marche avant au lieu de la rentrer en marche arrière a sauvé la vie aux deux chefs « barbouzes » d'Alger.

Deux démineurs dans l'antre des barbouzes

En un instant, la Mercedes est entourée de voisins. Bitterlin et Goulay pensent qu'ils vont être achevés. Mais à Alger, à cette époque, on ne pense pas que des Européens victimes d'un attentat puissent être autre chose que des partisans de l'Algérie française.

Bientôt, les deux hommes sont admis à l'hôpital Maillot. Mieux vaut pour eux se retrouver à l'hôpital militaire qu'à l'hôpital civil de Mustapha. Goulay fut opéré dans les heures qui suivirent. Et quelques jours plus tard, il quittait l'Algérie. Destination Paris. Pour lui, la guerre d'Algérie était terminée.

C'est à l'hôpital militaire Maillot que Goulay et Bitterlin, pour raisons de sécurité, sont transportés après l'attentat. *(Photo :)* la chapelle de l'hôpital, où ont eu lieu les obsèques de tant de soldats français. ▶



Les Viets d'Alcheik ne se font pas prier et mettent en application leur science de la torture. Moins de vingt-quatre heures plus tard, leurs collègues arrêtent deux autres employés de la société pétrolière : ils obtiennent des aveux complets. Mais ils n'ont entre les mains que du menu fretin. D'autre part, tout le personnel de la Répal, mis au courant de la disparition des trois hommes, se doute de l'origine du coup et menace, s'ils ne sont pas relâchés dans le plus bref délai, de se mettre en grève. La Délégation générale, alertée, sent le double danger : l'arrêt, pour une durée presque indéterminée, des livraisons de pétrole, ce qui ne ferait pas l'affaire du gouvernement, et une reconnaissance quasi officielle de l'existence des « barbouzes », ce qui ne ferait pas non plus l'affaire du gouvernement.

La nuit de la Saint-Sylvestre

Deux jours plus tard, les trois pétroliers sont remis en liberté. Avant de les relâcher, on leur fait promettre de ne rien dire de leur mésaventure. Cette promesse, ils ne la tiendront pas.

Degueldre, alerté, décide que, cette fois, c'en est trop, d'autant que la présence des « barbouzes » à Alger crée un climat des plus désagréables. La barbouzite touche la population à tous les niveaux. Chaque habitant d'Alger croit en voir à tous les coins de rue. Le mal est encore plus grand à Bab-el-Oued, où les commandos locaux interceptent tout étranger au quartier pour lui faire subir un interrogatoire en règle avant de le relâcher. Des membres de l'organisation sont même victimes de cet état de choses.

Jusque-là, Roger Degueldre avait demandé à ses hommes de suivre les « barbouzes » sans abandonner les objectifs qu'il leur fixait chaque matin. Maintenant, il décide de changer son fusil d'épaule et de « mettre le paquet ».

Une seule solution pour arrêter le mal : faire disparaître l'objet de ce mal, les « barbouzes ».

Pendant une semaine, les hommes des « delta » vont surveiller, d'un lieu sûr et ▶

Bitterlin, de son côté, après quelques soins, évacua sans tarder la villa Séverine pour trouver refuge à la villa A, rue Fabre. Sa femme prit le soir même l'avion pour la métropole. Le billet avait été offert par la Délégation générale.

Le 12 décembre, à 21 heures, Bitterlin réunit ses hommes à la villa B, chemin Raynaud. Au même instant, un guetteur vietnamien placé sur la terrasse signale la présence d'un homme qui rôde autour de la maison. Il est aussitôt kidnappé, amené à l'intérieur. Il porte un 6,35 alors qu'il détient un port d'arme pour un 7,65. C'est la joie chez les « barbouzes », enfin ils tiennent un gibier. Mais après vérification et l'intervention énergique d'un officier de la Sécurité militaire, ils doivent le relâcher. Quelques instants plus tard, c'est au tour de deux démineurs de la police de se retrouver, armes braquées sur eux, dans l'antre des « barbouzes ». L'officier de la S.M. intervient une nouvelle fois pour leur rendre la liberté. Décidément, ces braves gens sont bien nerveux. En agissant aussi inconsidérément, c'est le meilleur moyen de se faire repérer si cela n'est pas déjà fait.

Le lendemain, 13 décembre, la sarabande continue. Dans l'après-midi un Européen qui rôde autour de la villa est interpellé et conduit sans ménagements à l'intérieur.

Un des « barbouzes », un musulman du nom de Nasser, croit reconnaître en lui un agent O.A.S. de la S.N. Répal. Il dit à Bitterlin :

« Il doit certainement connaître ceux qui ont tiré sur vous l'autre jour. »

Le colonel Laurent, de la Sécurité militaire, alerté, donne alors l'ordre aux « barbouzes » de faire parler le prisonnier.

Letellier/Paris-Match



Coll. Bitterlin



Jacques Lespinoy, qui se faisait appeler le colonel Foyer. Sympathisant du M.P.C., il fournit à Lucien Bitterlin et à ses amis de nombreux renseignements sur les activités de l'O.A.S. : une recrue de choix. ▶

◄ Lucien Bitterlin devant la villa de la rue Fabre, à El-Biar, siège du M.P.C., peu après l'attentat au plastic de l'O.A.S. Au fond, un reporter de la télévision.

Coll. Bitterlin

l'homme mourra peu après, vidé de son sang

discret, l'appartement d'un ancien officier de la coloniale, la villa du chemin Raynaud. Ils vont noter toutes les allées et venues. Photographier les occupants. C'est ainsi qu'ils vont pouvoir se rendre compte que l'attentat contre Dulac-Bitterlin a été un échec.

Le repérage fait, l'étude approfondie du quartier effectuée, il ne reste plus à Degueldre et à ses hommes qu'à passer à l'action. L'heure H est fixée, dans la nuit de la Saint-Sylvestre, juste avant le couvre-feu.

Décrocher sans casse

A 18 heures, les ouvriers de l'immeuble en chantier à proximité du repaire des « barbouzes » quittent leur travail. Quelques instants plus tard, une 403 verte stoppe. A son bord, Marcel Ligier, un adjudant déserteur des parachutistes coloniaux, spécialiste des explosifs, du *tir au bazooka* et du tir au mortier, et Jo Rizza.

Le chantier protège les deux hommes des regards indiscrets. Lentement, ils sortent de la malle plusieurs tubes en plastique, un sac contenant des roquettes, une batterie et un rouleau de fil électrique. Chacun portant son lot gravit l'escalier semé de gravats.

Au sixième étage, Marcel Ligier lie entre eux des tubes en plastique : quatre à la base, un au-dessus qui lui servira de viseur. Les roquettes sont introduites. Le fil est relié au dispositif. Il le laisse glisser le long de la façade. Rizza et Ligier redescendent au rez-de-chaussée. Il ne leur reste plus qu'à attendre l'heure H de l'attaque pour brancher l'autre extrémité du fil à la batterie.

22 h 45, les hommes des commandos Rizza et Anglade se sont déployés en tirailleurs face au P.C. « barbouzes ». Ils se tiennent prêts à monter à l'assaut dès que Marcel Ligier aura lancé ses roquettes.

23 h 5, une 4 CV descend lentement le boulevard Gallieni. Au volant, une femme, Nicole Gardy. A ses côtés, Roger Degueldre, toujours coiffé de sa casquette à carreaux.

Le lieutenant a tenu à être présent sur les lieux de l'opération aux côtés de ses hommes.

23 h 15, Marcel Ligier déclenche le tir. Dans la seconde qui suit, le F.M., manié par Gaby Anglade, entre dans la danse. Il arrose d'un tir ininterrompu la façade de la villa. Pendant ce temps, les commandos, mitraillette à la hanche, se lancent à l'assaut de la villa à partir du jardin qui fait face au P.C. « barbouzes ».

Ce dernier commence à ressembler à une ruine, des pans de mur entiers se sont écroulés. La riposte est cependant très vive.

23 h 20, un coup de sifflet retentit dans la nuit. Degueldre donne ainsi l'ordre à ses commandos de se replier. Cinq minutes, c'est largement suffisant si on ne veut pas voir arriver un escadron entier de gendarmes mobiles et ne plus pouvoir décrocher sans casse.

Encore un bruit de moteurs qu'on emballe et puis le silence s'abat sur le quartier.

Une demi-heure plus tard, les « delta » se retrouvent en compagnie de Roger Degueldre dans une petite villa du Lido, au bord de la mer. Le lieutenant a tenu à passer cette nuit de nouvel an en compagnie de ses hommes. C'est une sorte de récompense qu'il leur décerne ainsi.

Touché aux reins

L'avocat Lemarchand, qui vient d'arriver à Alger, passe la nuit à la villa du chemin Raynaud aidant Lucien Bitterlin à panser les blessures de ses hommes. Par miracle, il n'y a pas eu de morts.

Le lendemain matin, un passant, intrigué par les bruits de fusillade qu'il a entendus durant la nuit, s'approche de la villa en ruine. Un coup de feu claque. L'homme est touché aux reins. Il trouve encore la force de fuir. Il mourra, vidé de son sang, quelques minutes plus tard, sur le gazon faisant face à l'entrée de son immeuble. C'était le capitaine Massenet, responsable de l'O.A.S. dans le secteur d'Orléans-Marine, une curiosité qui n'avait rien de professionnel lui avait coûté la vie.

Le jour même, les « barbouzes », sous la houlette de Pierre Lemarchand, abandonnaient la villa B détruite et s'installaient à la villa A, rue Fabre, à El-Biar.

Mais Degueldre avait décidé de les éliminer, et cette décision n'allait pas tarder à leur coûter très cher. H

Pierre DÉMARET



Coll. Médard

Papillon de l'O.A.S. à l'effigie du général Salan, devenu « Soleil » dans la clandestinité.

L'OFFENSIVE DES GAULLISTES DE CHOC



Coll. Bitterlin

Ci-dessus : **Lucien Bitterlin, en avril 1960, anime une émission publique à la radio d'Alger. Il est à l'époque un jeune réalisateur à qui on prédit un brillant avenir... Mais ce métier n'est pour lui qu'une couverture. Bitterlin a d'autres ambitions : la politique. Gaulliste de choc, il n'hésitera pas à passer à l' « action directe ». C'est ainsi qu'il met sur pied des commandos chargés de la lutte contre l'O.A.S. Paris désavoue son action et ordonne de mettre fin aux activités politiques du M.P.C. en Algérie. Mais Lucien Bitterlin est décidé à passer outre. Il trouvera auprès de Jean Morin, délégué général en Algérie, des appuis inattendus.**
Ci-contre : **une affiche du M.P.C. : « Pourquoi haïr ? »**

DÈS la fin du mois de novembre 1961, l'abondance des renseignements sur l'O.A.S. que nos informateurs européens et musulmans nous communiquaient nous obligea à développer

Coll. Bitterlin

M. P. C.

POURQUOI HAÏR

IL FAUT COOPERER

Général DE GAULLE

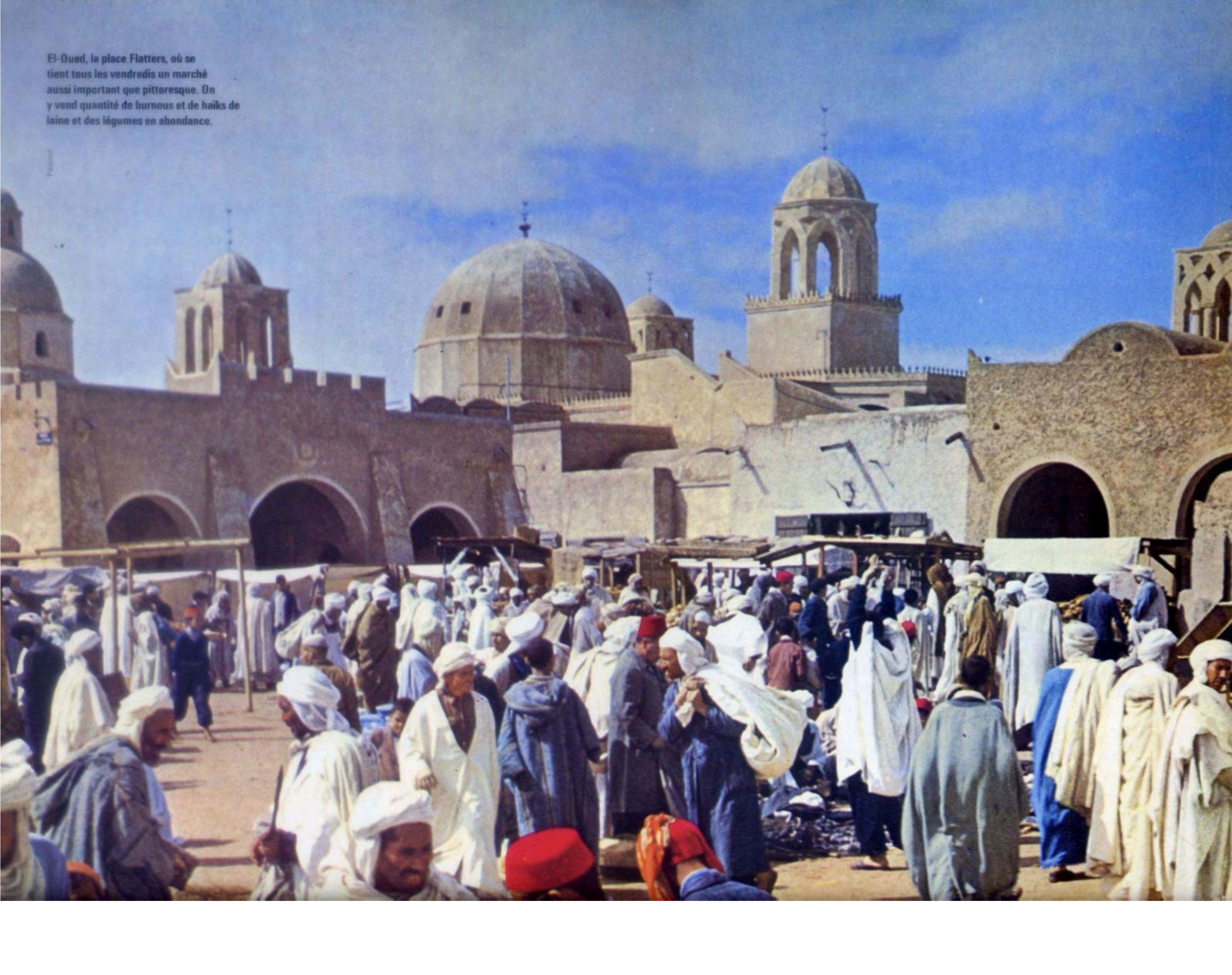
Mouvement Pour la Communauté

notre S.R., tâche à laquelle nous n'étions pas du tout préparés.

En deux semaines, le fait d'avoir voulu affronter l'organisation de Salan d'une façon quelque peu provocante nous avait gagné des sympathies insoupçonnées. Nombreux étaient ceux qui « savaient » quelque chose sur nos adversaires, mais qui, n'ayant pas confiance dans la police ou dans l'armée, se taisaient. Notre présence semblait leur avoir redonné confiance. C'est ainsi que, chaque jour, nos compagnons – comme Lavier ou « Casque-d'Or » – qui côtoyaient quotidiennement des Algériens ou des pieds-noirs nous rapportaient des indications parfois assez précises sur les différentes « planques » O.A.S.

D'autre part, de nouvelles recrues nous étaient recommandées par des sympathisants du M.P.C. Nous reçûmes ainsi, au début de décembre, la visite d'un personnage qui se donnait des airs mystérieux et se prétendait (d'ailleurs à juste titre) assimilé au grade de colonel.

(Suite page 2940)



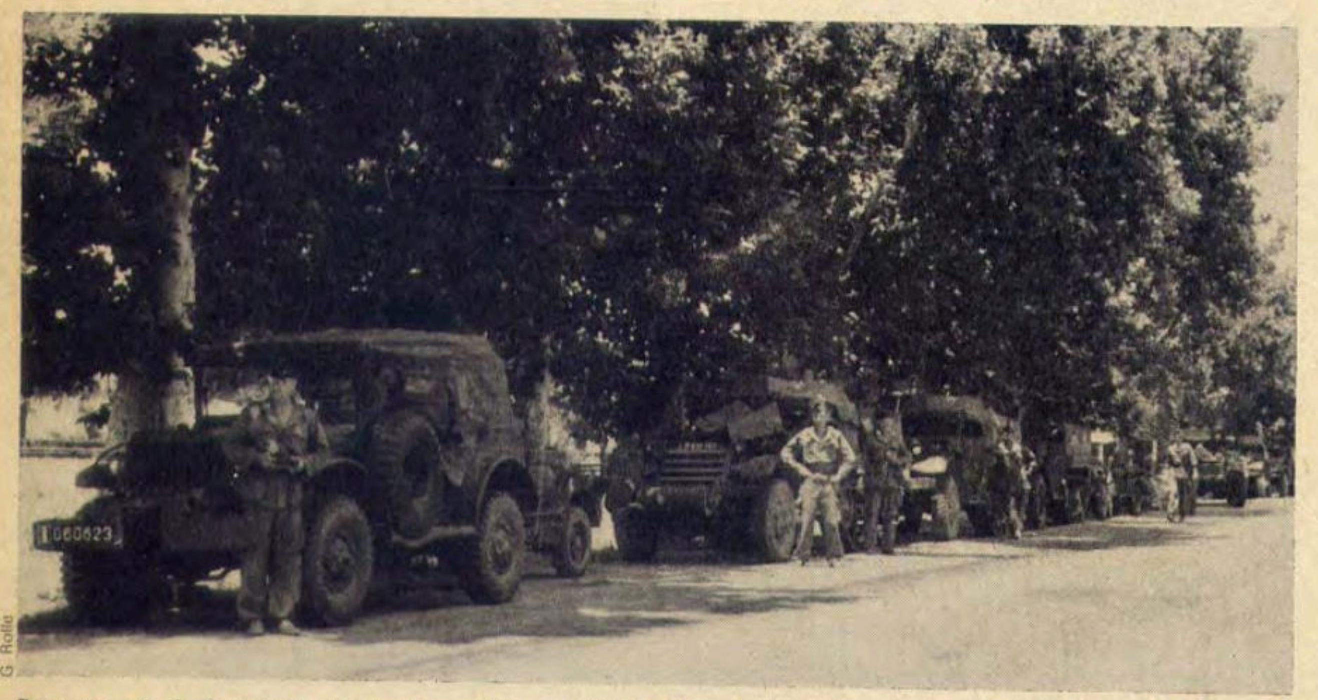
El-Oued, la place Flatters, où se tient tous les vendredis un marché aussi important que pittoresque. On y vend quantité de burnous et de haïks de laine et des légumes en abondance.

HISTORIA magazine

Supplément au numéro 351

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Nos lecteurs écrivent...



Dans une rue de Canrobert, mise en place d'éléments blindés qui participeront à une opération dans la région des lacs salés.

—TÉMOIGNAGE

...Je ne comprends pas pourquoi l'on ne parle jamais des bataillons de fusiliers de l'air – je sais que nous n'avions pas la vogue de certaines unités, *mais croyez bien que nous avons fait notre devoir avec courage.*

En ce qui me concerne, *engagé volontaire,* j'ai été affecté de suite au *1/541ᵉ B.F.A. dans l'Algérois et au 6/541ᵉ B.F.A., dans le Sud oranais.*

Nous sommes partis d'Auxerre avec 200 appelés – nous formions la 61ᵉ compagnie de garde, commandée par le capitaine Savary et l'adjudant Richon. Nous étions deux engagés volontaires, mon camarade, le caporal Christian Louis, et moi-même.

A notre départ pour Marseille, nous étions la première demi-brigade d'infanterie de l'air (relatée dans *Historia* n° 16, page 495). Débarquement à Alger le 16 mai 1956.

Regroupement sur le terrain de football, en attendant notre affectation. Notre compagnie, la 4ᵉ, fut affectée à Cheragas, dans une petite ferme.

La première nuit, le tireur de F.M., ayant aperçu une anomalie quelconque, a tiré... Ce fut alors un tir de la compagnie pendant une heure (notre premier pas dans la guerre...).

Le 26 mai, nous partions, les 1ʳᵉ et 2ᵉ sections, pour Alger et participions à la rafle dans la Casbah – nous étions, nous, en ville et d'autres camarades sur le terrain de Saint-Eugène (*Historia* n° 23, page 725 : un gars de l'armée de l'air tend une boîte de sardines à un prisonnier ; dans le n° 26 vous parlez des malheureux camarades de l'armée de l'air, tombés à El-Abiod, le 28 juin 1956, page 815 ; dans le n° 24 vous parlez des commandos de l'air, page 754).

Nous étions très souvent d'escorte de convoi sur l'Arba – barrages routiers sur Maison-Carrée (un jeune E.V. de l'armée de l'air est tué par des fellaghas en voiture), et barrages sur Boufarik.

En juin 1956, notre compagnie s'appelait le 01/541ᵉ bataillon de garde, affecté au domaine Borgeaud à la Trappe, par Staouéli, ▶

La vérité des deux côtés...

Je me permets de vous signaler une erreur dans l'article de Philippe Masson à la page 2662 du 331e numéro de votre revue.

L'auteur de l'article écrit : « Il y aura également les commandos de l'air avec le commandant Robin. »

Le commandant Robin commandait le groupement de commandos parachutistes de réserve générale qui était une unité de l'armée de terre rattachée aux parachutistes coloniaux.

Le groupement avait son centre d'instruction à Oued-el-Alleug, puis à Blida, son P.C. à El-Biar. A la suite du putsch, quatre de ses commandos furent dissous et les quatre autres ainsi que la C.C.S. rattachés aux 2e et 3e R.P.I.Ma. et aux 1er et 9e R.C.P.

M. C. D...,
77 Condé-Sainte-Libiaire

★

... Je ne puis que vous renouveler mes félicitations pour la façon dont est rédigée la revue.

A ce sujet, je ne suis pas tout à fait d'accord avec M. R. V..., de Bailleul, « Nos lecteurs écrivent », supplément au n° 327, lorsqu'il critique le côté politique de certains articles. Le rôle, les tâches de l'armée, les combats ainsi que la crise de conscience de beaucoup de militaires, tout cela *la Guerre d'Algérie* en a bien informé ses lecteurs. Sur le plan militaire, l'armée a fait son devoir. De ce point de vue, nous n'aurions jamais dû perdre l'Algérie dans ces conditions. Aussi, je pense qu'il est bon de nous rappeler ou de nous informer de ce que la plupart des Français ignorent. Il s'agit de tous ces dessous politiques qui tant en France qu'en Algérie ont fait bien du mal à la cause française et à ceux qui la servaient. Cela, il est bon, dans une revue qui veut tout dire, de le crier au grand jour.

M. R. R...,
62500 Longuenesse



Lecteur fidèle de votre revue et avant que ne prenne fin sa publication, je tiens à vous féli-

G. Rolle



Premières forces engagées : en général, les parachutistes, largués dès l'aube.

—*TÉMOIGNAGE (suite)*

Nous étions répartis en section et en groupe à la garde du phare du cap Caxine à Baïnem, à Cheragas, garde de la gendarmerie, à Ouled-Fayet, garde de l'école et du dispensaire avec les U.T. et encerclement des villages la nuit, avec le 3e R.T.S.

Nous avons participé au ratissage de la forêt de Baïnem, lieu choisi par l'aspirant Maillot pour déserter avec un camion d'armes. Les fellaghas ont mis un jour le feu dans cette magnifique forêt qui fut détruite aux trois quarts, 3 soldats furent brûlés. C'est dans cette période qu'un chauffeur de taxi fut tué d'une balle dans la tête, par des fellaghas, il était francophile.

Courant du premier trimestre 1957, nous participons en patrouille dans Alger (au cours de la première bataille d'Alger), les zouaves et paras dans la Casbah.

Le 1er mars 1957, les derniers rappelés partis, le 1/541e fut dissous.

J'avais auparavant fait un stage de brancardier de trois semaines à Blida.

Le 2 mars 1957, formation du 6/541e bataillon de fusiliers de l'air, en direction de Colomb-Béchar, aux subsistances à la 4e compagnie saharienne portée de légion.

Volontaire, avec mon camarade Christian Louis, passé caporal-chef et devenu mon chef de groupe, affectés à la 4e compagnie, commandée par le capitaine Boilot et l'adjudant Robin.

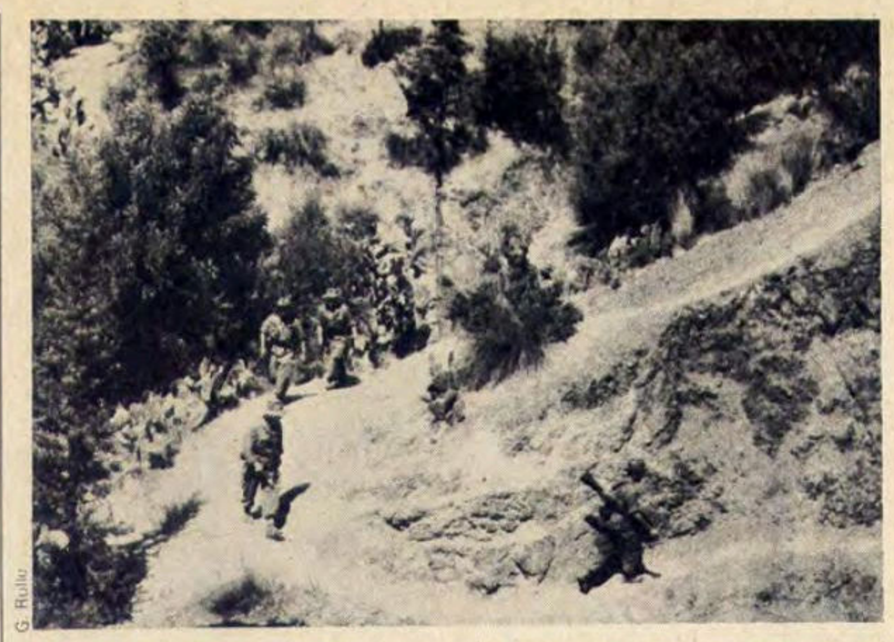
La première nuit, au camp, nous fûmes réveillés par le tir de l'artillerie, les radars de la base de Colomb-Béchar ayant détecté une anomalie sur les djebels Antar et Béchar, les obus passant au-dessus de nos têtes, nous étions persuadés être l'objet d'une attaque... Nous sommes sortis, le casque sur la tête, en slip, avec notre fusil Mas 36, à l'hilarité des légionnaires de la 4e C.S.P.L.

Puis-je me permettre une contestation, en ce qui concerne *Historia* n° 50, page 1474, où l'on voit des légionnaires de la 4e C.S.P.L. : nous étions affectés en section dans les postes de Ksiksou, Ménouna et Abadia, mais *ces postes étaient tenus par des fusiliers de l'air et non par la*

citer pour celle-ci. En effet, grâce à « Historia Magazine », des milliers d'appelés du contingent, certains atteints dans leur chair, presque tous traumatisés dans leur âme, ont pu revivre les nombreux souvenirs de la génération du djebel.

Dans cette affaire algérienne terriblement complexe, il est difficile de porter des jugements entièrement objectifs. Toutefois, en tant qu'ancien soldat appelé (deux ans de service dans les paras du 1er R.C.P.), je suis heureux lorsque, dans votre revue, des personnes qualifiées rendent hommage aux jeunes du contingent qui, plus que quiconque, ont compris, sur la terre de souffrance que fut l'Algérie, le sens des mots de Vigny, « servitude » et « grandeur » militaires étroitement mêlés.

Avec beaucoup d'intérêt je lis aussi la rubrique « Courrier des lecteurs ». Dernièrement, une lettre a particulièrement retenu mon attention. Celle de M. S. T..., de Massy. Oui, il y avait bien deux Algéries et les gars du contingent qui ont partagé leur temps entre le maintien de l'ordre dans les villes et les opérations dans les djebels peuvent en attester. D'un côté, dans les villes de la côte ou de l'intérieur, les belles constructions (hôpitaux, écoles, etc.), dans un cadre où il faisait, avant les événements s'entend, bon vivre pour les deux communautés. Mais que dire de la seconde Algérie, celle du bled, méconnue de beaucoup de pieds-noirs n'ayant habité que les villes, l'Algérie des mechtas immondes, où femmes et enfants vivaient dans une misère hurlante? Je n'oublierai jamais ces enfants aux yeux couverts de pus sur lesquels les mouches trouvaient asile. Et pour moi un souvenir terrible. Comment oublierais-je cette petite fille en haillons et malade que j'aurais pu tuer en donnant un coup de pied dans un tas de vieilles couvertures lors d'une fouille de gourbi? Et ce regard terrible de la mère me fusillant comme si j'étais un assassin. Que faire, ce jour-là, pour me disculper auprès de cette malheureuse femme? Ne parlant pas l'arabe, je n'ai pu que laisser auprès de la petite malade le contenu de ma ▶


G. Rullu

Puis arrive l'infanterie... Des heures, des jours de marche à la recherche de l'ennemi.

---

légion, comme vous l'indiquez...

Je me souviens également du passage du général de Gaulle, sur la place des Chameaux à Colomb-Béchar (*Historia* n° 31, page 955).

J'ai eu le privilège de ravitailler le poste de Ménouna avec un lieutenant de mon bataillon et deux sous-officiers de la base de Colomb-Béchar, ceci en petit avion, la piste n'étant pas sûre pour un convoi. Nous avons atterri, à 200 mètres du poste – les copains sont sortis en G.M.C. et en armes à toute vitesse et, le chargement fait, sont rentrés dans le poste. En vol, nous avons pu nous rendre compte du trafic anormal des nomades. Ils étaient armés et visiblement transitaient des armes du Maroc.

Je dois dire que ces postes ont très souvent essuyé des coups de feu. J'ai, avec ma section, escorté le train appelé « la Rafale », ligne Colomb-Béchar-Orap; nous nous arrêtions dans tous les postes et avons essuyé des rafales d'armes automatiques, tirées du côté marocain.

Nous étions encore d'ouverture de routes, sur la piste de Kénadsa.

Nous avons perdu, en juillet 1957, un sergent-chef, son 4/4 ayant sauté sur une mine, sur la piste.

Notre compagnie avait également la garde d'un camp de prisonniers (suspects et fellaghas) à Kénadsa.

Des camarades de ma compagnie ont fait des escortes de convois de camions civils, plus bas dans le sud, vers l'A.-O.F.

Nous étions des gars de l'armée de l'air faisant leur devoir comme toutes les armées combattantes. Nous dormions sur des lits Picot, sous la toile, et dans les écoles pendant les vacances scolaires. La principale nourriture était cette fameuse viande congelée, de la bière en boîte, tiède ou chaude, les réfrigérateurs mis à l'occasion à notre disposition, fonctionnant rarement...

Nous étions devenus des combattants à part entière.

En ce qui me concerne, je dois préciser que j'étais fier de servir la France dans les bataillons de fusiliers de l'air.

M. J. M..., 59770 Marly

Précisions pour l'Histoire...

musette (en l'occurrence, des boîtes de rations) en essayant par des gestes de faire comprendre ma méprise. Mais j'ai bien vu à son regard qu'elle ne comprenait pas... Si de nombreux soldats sont revenus traumatisés, il y a eu, certes, les souffrances personnelles, les camarades tués, l'éloignement du pays et de la famille, mais il y a également le souvenir des misères rencontrées qui les poursuit encore.

J'ai dit au début de ma lettre que de nombreux pieds-noirs d'Alger, ma famille et nos relations ne se sont jamais doutés de toutes ces choses. Ceci rejoint l'opinion de votre lecteur qui a souligné les différences fondamentales de ces deux aspects de l'Algérie. Un immense travail restait à faire avec l'aide de la France. Dommage que la suite des événements ne l'ait pas permis.

Un dernier mot sur la population européenne. Certains lecteurs tombent à bras raccourcis sur les pieds-noirs. Certes, il est possible que certains colons aient manqué de compréhension mais à mon avis ce n'était qu'une infime minorité.

M. J.-C. L..., 30000 Nîmes

★

Dans votre n° 319, vous publiez une lettre de M. A. D..., de Perpignan, qui déclare absolument faux les dires de M. J. N..., de Chalon-sur-Saône, et qu'il met au défi de se justifier. Je viens donc confirmer ce que M. J. N... a dit dans sa lettre. Ayant appartenu au 50e B.T.A. formé à Tiaret, au 4/14e R.T.A., bataillon comprenant uniquement des réservistes à part quelques militaires de carrière, nous étions dotés des mêmes armes que M. J. N... possédait ainsi que ses camarades au sein du corps auquel ils étaient incorporés. En détail, voici l'armement que possédait notre bataillon : lebels 92/93 à chargeur de 3 balles; mitraillettes Sten; 6 fusils MAS-56 et 6 fusils MAS-49. Par compagnie : 4 F.M. 24/29 (c'était la seule arme sûre), bien sûr des P.A. et un mortier. Quant à la dotation des munitions, elle était très restreinte et, en plus, il fallait que nous ramenions les douilles vides si usage des armes avait été fait. J'étais fourrier de ma compagnie. Je peux dire que nous avions droit à une perte de 10% sur les douilles et c'était un rapport à faire tous les dix jours. Pour confirmer ce que dit M. J. N..., de Chalon-sur-Saône, il n'y a qu'à se reporter à l'article de Léo Palacio du n° 213, page 635, qui dit que les rebelles ont emporté 70 fusils Lebel et 4 mitraillettes Sten. Je pense que j'ai été assez précis sur cette dotation d'armes.

J'en profite pour vous donner certaines précisions.

Le 50e B.T.A. a été formé à Tiaret et non à Relizane. Lors de la trahison de notre 1re compagnie à Sebabna, ce n'était pas le pauvre malheureux sous-lieutenant Fournis qui commandait par intérim la compagnie, c'était le lieutenant Mallé de Montgolfier. Le sous-lieutenant Fournis a été tué le premier. Il a été abattu par le sergent arabe qui était de quart avec lui. Ce sergent, dont je ne me rappelle plus le nom, était le fils du garde champêtre de Diderot, près de Tiaret. L'assassinat du sous-lieutenant Fournis a été le signal de cette trahison car tous les Arabes de la compagnie étaient de mèche avec les rebelles et le sergent Tahar a été blessé parce qu'il n'a pas voulu les suivre.

M. A.-P. H...,
33190 Montagoudin



Les commandos de chasse avaient vécu. Kimono 11, au sein duquel j'avais été adopté, n'était plus. Nul ne pourra dire tous les sentiments qui s'entrechoquèrent en nous lors des adieux que nous fîmes aux harkis qui l'avaient, en majorité, composé.

L'aventure du maintien de l'ordre urbain nous attendait maintenant.

Venant d'Aumale, nous débarquâmes à Alger le 7 février 1962. A ma grande surprise (voir plus loin), on me chargea d'assurer la garde et la surveillance de l'immeuble de la Radio, boulevard du Télemly. J'étais secondé en cela par une

Je dois tout d'abord vous dire que je prends un grand intérêt à la lecture de votre revue, car j'y découvre des faits, pour moi ignorés, d'une guerre que j'ai vécue dans son intégralité.

Si je me décide à vous écrire, c'est que je pense que votre rubrique « Courrier des lecteurs » est ouverte à chacun et après les témoignages de tant de militaires métropolitains, je serais heureux que paraisse le récit des événements qui vont suivre et dont je garantis l'authenticité puisque j'en ai été l'acteur.

Donc, le putsch des généraux a vécu et en cette douce soirée du mois d'avril, après l'appel désespéré d'une voix anonyme sur les ondes de Radio-France, les Français d'Algérie se trouvent une fois de plus rassemblés sur le Forum devant le Gouvernement général.

Les nouvelles ne sont pas bonnes, et nous entendons les chars des troupes restées fidèles au gouvernement se mettre en place dans le centre de la ville. Les paras, découragés, nous conseillent de rentrer chez nous et la foule, abattue, après quelques cris de désespoir, commence à quitter le Forum.

Accompagné de mon beau-frère — nous avons vingt-deux ans tous les deux et venons de terminer vingt-huit mois de service militaire dans le bled —, nous nous éloignons donc et décidons de rentrer chez nous, à Belcourt, par le boulevard Baudin. Nous sommes à scooter, véhicule très répandu en Algérie, et c'est moi qui le pilote.

Arrivés à la hauteur du commissariat central, nous sommes arrêtés par un barrage de police. Un gendarme ou C.R.S. me braque son pistolet mitrailleur sur le ventre et je ne fais aucun mouvement susceptible de

TÉMOIGNAGE

l'énerver. Après une fouille minutieuse sans que nous puissions descendre du scooter, il me fait ouvrir le coffre de celui-ci et à son regard soudain illuminé, je devine qu'il a trouvé ce qu'il cherchait. En effet, il a découvert une arme : un couteau scout au manche de bakélite, à la lame ébréchée, et qui me sert à couper mes câbles de freins. Tout heureux de sa trouvaille, il a un motif de m'arrêter et me voici, traversant le boulevard Baudin, les bras en l'air, le P.M. dans les reins, vers le commissariat. Mon beau-frère, nullement inquiété, peut tranquillement continuer son chemin avec mon engin.

Pour ma part, je me retrouve avec quelques autres — une trentaine environ —, dans une cour intérieure après avoir remis ma carte d'identité à un agent. Nous passerons la nuit sur un banc sans savoir ce qui nous attend alors qu'un officier de police en uniforme, pour montrer qu'il est interdit de fumer, aura enfoncé le bout allumé de la cigarette dans la bouche de celui qui avait osé le faire. Un autre, ayant demandé la permission d'aller aux toilettes, passera toute la nuit au garde-à-vous, après refus, bien sûr. La police interrogera dans une pièce contiguë quelques suspects et nous voyons à leur retour que l'interrogatoire a été poussé.

Le matin arrive enfin et nous sommes embarqués dans des cars de C.R.S. Celui assis en face de moi a l'air excité et je ne répéterai pas ses propos. Nous arrivons au camp d'internement de Beni-Messous où l'on nous fait entrer dans un grand hangar. Nous voici alignés à un bout avec, en face, un peloton de soldats l'arme au pied.

Pour ma part je n'attends plus que l'aumônier quand le premier geste humanitaire a enfin lieu. On envoie à l'infirmerie un jeune qui a l'arcade sourcilière ouverte d'un coup de crosse. On nous installe dans des baraquements où nous passerons quarante-huit heures avec des boules de pain datant du 1er avril *(sic)*, du riz qui a dû cuire plusieurs jours et des camemberts dont il ne reste que les asticots.

Des officiers de police viennent enfin nous interroger et nous assurent que nous serons bientôt libres. Le troisième jour, nous retournons au commissariat central où nous passons à l'identité judiciaire avec tout ce que cela comporte (photo, empreintes digitales, etc.). A midi, un agent, se souvenant de nous, nous apportera un pain pour quinze dans notre cellule où nous passons le reste de la journée. Le soir, nous serons conduits au palais de justice, où le juge d'instruction m'inculpera de port d'arme dans un mouvement insurrectionnel, qui est, si ma mémoire est bonne, l'article 92. Cette accusation tombera, bien sûr, mais je resterai un mois à la prison de Barberousse avant d'être mis en liberté provisoire. Je partirai deux jours plus tard pour le Sahara dans une compagnie pétrolière, mais le cauchemar que j'ai vécu me marquera pour longtemps.

M. G. A..., 33170 Gradignan

Patrice Habans



Lendemain du putsch ; bâtiments administratifs protégés par l'armée et les C.R.S.

section des compagnies républicaines de sécurité. Secondé est inexact, disons plutôt que nous étions, l'autre lieutenant et moi-même, chacun responsable d'une aile dudit bâtiment. Nous évitions d'ailleurs réciproquement toute rencontre.

Quelques jours plus tard, une de mes sentinelles vint me trouver : « Mon lieutenant, il y a là un homme, dans une voiture, qui aimerait vous parler, mais il ne veut pas descendre. » C'était un soir, il devait être 20 ou ▶

HISTORIA magazine

SOMMAIRES

HISTOIRE COMPLÈTE

(en 112 numéros)

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Numéros à paraître :

Taourit-Mimoun. L'artisan kabyle au travail... entre deux embuscades.

Coll. Dubief

21 heures. Je m'avançai donc vers la 403 arrêtée le long du trottoir, près du poste de garde. « Comment vas-tu, Jacques? Peux-tu disposer d'un quart d'heure? »

C'était Jean M..., mon père. Je ne l'avais pas revu depuis la fin des barricades. Je le savais condamné à sept ans de réclusion criminelle, en fuite et lui aussi recherché par toutes les polices — et elles étaient nombreuses — de France et, plus précisément, de ce département. Nous nous revîmes, bien sûr, avec grand plaisir et parlâmes de notre existence de ces derniers temps.

— Voudrais-tu rencontrer Degueldre? finit-il par me demander (le chef des commandos « Delta » était le héros algérois de ce temps). Je te recontacterai.

Quinze jours plus tard, j'avais rendez-vous avec cet ex-lieutenant. Je lui fus présenté et fis sa connaissance, en tête à tête, devant un verre de whisky.

Après un assez réaliste tour d'horizon, je lui proposai la Radio, avec tous les avantages que cela pouvait comporter à cette époque.

— Mes hommes me connaissent, ont confiance en moi, n'ignorent rien de mes opinions politiques. Je réponds d'eux et je me charge de la section d'en face.

— Comment?

— Je ne sais pas. On verra en temps utile.

Nous nous quittâmes après deux ou trois heures d'entretien. Je ne devais plus le revoir. Je n'eus jamais à prouver, par les faits, mon hypothétique promesse.

Le lieutenant Degueldre fut arrêté le 7 avril 1962. Il passa en jugement le 28 juin, fut condamné à mort et exécuté de la manière que l'on sait le 6 juillet suivant.

La République indépendante et populaire d'Algérie entra officiellement dans l'Histoire le 2 juillet 1962.

Je fus démobilisé le 11 novembre suivant.

Je retrouvai Jean M... de nombreux mois plus tard, à Genève. Un jour, au cours d'une de nos discussions, je lui demandai la raison pour laquelle Degueldre n'avait jamais fait appel à moi.

— Tu veux savoir ce qu'il m'a répondu? me dit-il. Voici : « Ton fils, toi, moi, quelques autres, savons que c'est foutu. Si je lui demande, il le fera. Mais pour quoi? Pour traîner ça, sa vie durant, avec toutes les conséquences que cela comporte?... Non, Jean, ce n'est plus la peine. »

J'aurais aimé connaître un tel homme.

Le lieutenant Degueldre avait été officier du 1er R.E.P.

J. M..., 1217 Meyrin - Genève (Suisse)

(à suivre)

reliez vous-même les numéros de votre collection

LA GUERRE D'ALGERIE



une reliure spéciale a été prévue elle contient 16 numéros

Sobre et moderne, elle est décorée sur le dos de quatre filets dorés en plein skivertex havane, avec le titre de la collection.

Vous pouvez vous les procurer en France chez votre dépositaire, ou à nos bureaux, 18 F franco, en écrivant à la Librairie Jules Tallandier/Historia Magazine "La Guerre d'Algérie", 61, rue de la Tombe-Issoire, Paris 14e (dans ce cas, n'oubliez pas de joindre à votre commande votre titre de paiement : mandat, chèque bancaire ou virement postal au CCP 2778 70).

En Belgique :

au prix de 195 FB chez tous les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite Ile, 1070 BRUXELLES - CCP Bruxelles 416-69.

En Suisse :

au prix de 18 FS chez tous les dépositaires.

Le directeur de la publication : Maurice DUMONCEL – Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris-19e - D.L. C 351



▶ L'OFFENSIVE DES GAULLISTES...

c'était un Algérien, à l'œil noir et l'air rusé

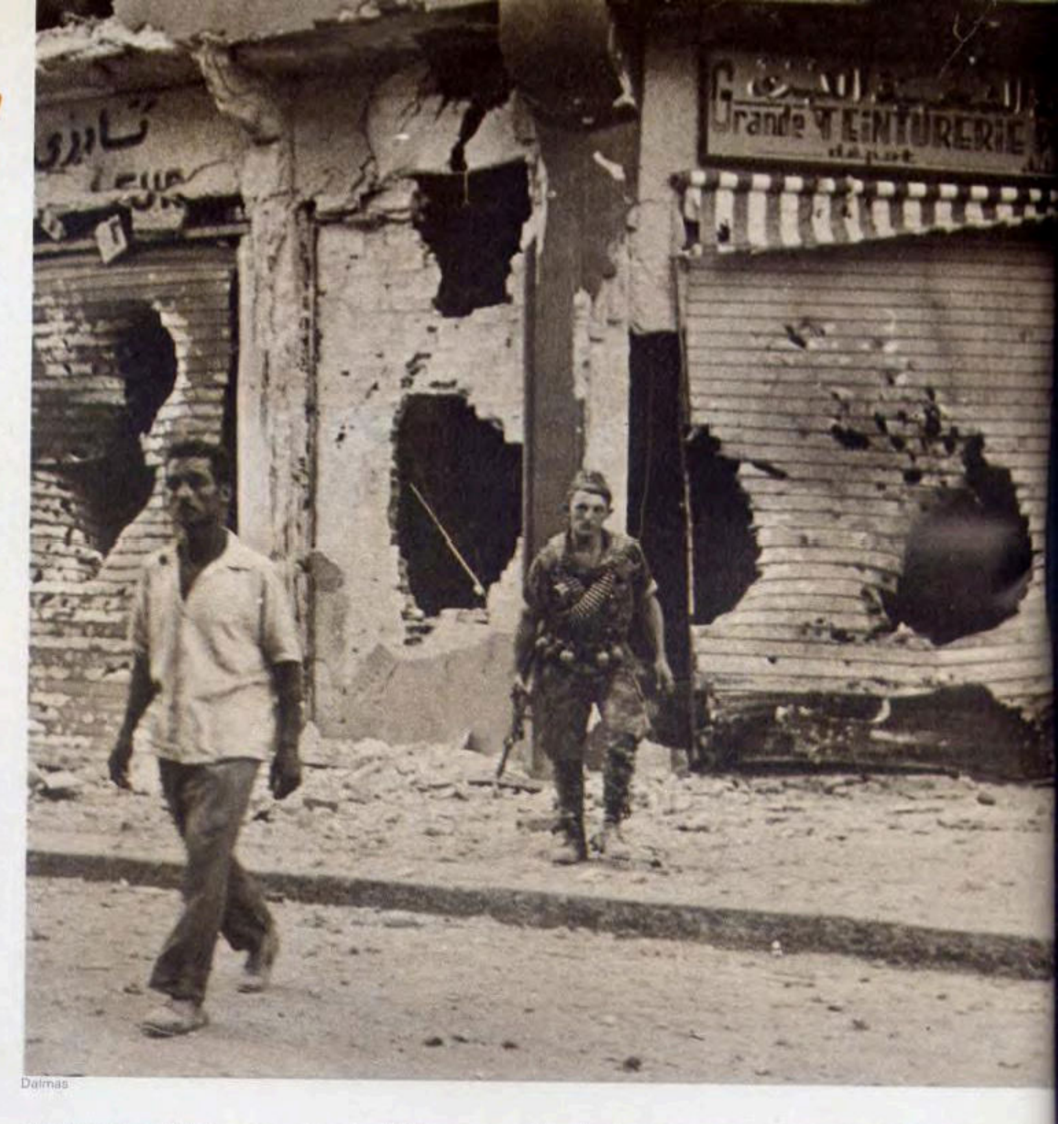
(Suite de la page 2937)

Il s'appelait Jacques Despinoy. Il nous dit avoir une expérience de la recherche du renseignement car il avait eu des fonctions dans ce domaine à la fin de la seconde guerre mondiale.

– Si vous acceptez ma collaboration, nous dit-il, je vous assure que vous ne le regretterez pas. Je voulais faire moi-même ce que vous réalisez en ce moment. Pour ma part, je dispose de quelque deux cents informateurs, grâce à mes responsabilités au sein du « Centre de formation de la jeunesse en Algérie ».

La « mission C » arrive

Il nous montra, à André Goulay et à moi, des photocopies de papier carbone sur lesquelles on pouvait lire des textes émanant de l'O.A.S. Il avait subtilisé ces documents et d'autres, vraisemblablement, sur les bureaux de quelques-uns de ses collègues. Les militants de l'armée secrète, qui utilisaient le matériel de l'administration, notamment les ronéos, pour leur organisation et croyaient tous les Européens favorables à leur cause, étaient sans aucun doute trop confiants.



Dalmas

Jacques Despinoy, qui se faisait appeler le colonel Foyer, comme moi-même j'utilisais le nom de Dulac, nous fournit par la suite de bons « tuyaux ». Malheureusement, s'il arrivait fréquemment à la Sécurité militaire, à qui nous les remettions, de réussir une opération avec la gendarmerie et de saisir des archives ou des documents dans des appartements ou des villas suspectés d'être des fiefs O.A.S., il n'y avait jamais de gibier important. Il en fut ainsi lorsque « Foyer » donna la villa « Verte-Feuille », dans laquelle on aurait dû trouver le colonel Gardes.

Un autre personnage, le cheikh Zékiri, resta pour nous une énigme. C'était un Algérien presque quinquagénaire, l'œil noir et l'air rusé, qui était toujours entouré de jeunes gens décidés à affronter les « delta » à condition qu'on leur en donnât les moyens. Zékiri, qui habitait un H.L.M. à Climat-de-France, affirmait avoir la caution du F.L.N.

« Le combat que nous avons à mener doit prendre le pas sur toutes les considérations personnelles. Je ne demande pas d'argent. Pour vous aider, je suis même prêt, si c'est nécessaire, à vendre les bijoux de ma femme ! » me dit-il. Devant de si bonnes intentions, nous pouvions difficilement refuser son concours. Néanmoins, je demandai, par l'intermédiaire de la Sécurité militaire, quelques renseignements sur ce personnage. Et sa fiche aux Renseignements généraux n'était pas particulièrement élogieuse. Mais nous ne pouvions pas demander à ceux qui s'offraient à combattre l'O.A.S. d'être des prix de vertu. Le tout était d'être prudent dans nos rapports avec Zékiri.

Notre audience était devenue telle auprès de la D.G. qu'un jour le directeur du cabinet de Jean Morin me fit venir et me dit :

– Si vous arrivez, avec toutes vos relations, à vous procurer la liste des hommes ayant appartenu aux unités territoriales, et surtout ceux des unités territoriales blindées, nous aurons une bonne partie de l'état-major O.A.S. Car les U.T., c'est essentiellement l'armée secrète.

Comme je m'étonnais que l'armée ne lui fournît pas ces listes, qu'elle aurait dû posséder, il me répondit d'un air désabusé :

– On les leur a demandées plus d'une fois, mais sans résultat. Sapin-Lignières a dû les remettre après la dissolution des U.T., mais les militaires sont trop prudents, ils ne tiennent pas à se mouiller dans cette affaire. C'est plus facile de tirer les « fells » que de casser l'O.A.S. C'est parce que nous, nous n'arrivons pas à les obtenir, que je vous demande d'essayer.

En mon for intérieur, je doutai que le gouvernement français, qui avait si peu de possibilité de se faire écouter par les chefs de l'armée, eût une chance de faire appliquer sa politique algérienne !

Nous continuions toujours les affichages du M.P.C. et le travail politique pour lequel en réalité nous étions faits. Je multipliai, pour ma part, les contacts avec les syndicalistes encore sûrs, comme Marçot, de F.O., ou certains élus du conseil général d'Alger, qui nous appuyaient moralement, mais refusaient de prendre une position politique publique sur les options de notre mouvement concernant l'Algérie nouvelle.

Dans la première semaine de décembre, le délégué général nous dit que nous collaborerions dorénavant, pour ce qui concernait notre protection et le renseignement, avec des policiers qui allaient venir de France. Deux cents officiers ou commissaires de police allaient remplacer la maigre équipe du commissaire Grassien, qui avait fait de bon travail avec peu de moyens mais voyait ses hommes se faire abattre les uns après les autres.

Le chef de cette mission, appelée « mission C », était le directeur de la police judiciaire, un ancien déporté résistant, Michel Hacq, torturé jadis par la Gestapo.

Je rencontrai Michel Hacq d'abord chez Jean Morin à Rocher-Noir, puis au palais d'Été, où il me présenta certains de ses collaborateurs qui allaient faire la liaison avec nous, dont Hernan-

◀ **Des magasins musulmans ont été plastiqués par les commandos de l'O.A.S., « Delta », « Alpha », ou encore le « commando Z », ce groupe de militants d'extrême droite, soixante-dix hommes environ, placés sous le commandement de deux chefs connus sous les surnoms d'*Aigle* et d'*Aviso*.**



Climat-de-France, ▶ **aux « frontières » de Bab-el-Oued. C'est dans un des nombreux H.L.M. de la cité qu'habite le cheikh Zékiri. Cet Algérien à l'œil noir et à l'air rusé affirme avoir reçu la caution du F.L.N. et se déclare prêt à affronter les hommes de Roger Degueldre.**

Signat

dez, un O.P.P. au savoureux accent de Perpignan.

Michel Hacq avait choisi ses hommes, qu'il devait faire permuter tous les deux mois, parmi les meilleurs policiers de France. Ils étaient cantonnés à l'école de police de Hussein-Dey. Mis en condition par l'atmosphère permanente de guerre civile, ces métropolitains, bien que décidés à démonter l'organisation de l'armée secrète, étaient coupés de leurs collègues d'Algérie, afin d'éviter toute fuite sur leurs moyens d'action. Michel Hacq, comme tout bon chef qui se respecte, tenait à éviter au maximum les pertes humaines.

Curieusement, les dossiers des activistes avaient disparu des services des Renseignements généraux d'Alger, lorsque la « mission C » arriva. C'est donc à nous que Michel Hacq fit appel dans un premier temps, ainsi qu'à la Sécurité militaire.

La venue des policiers de Michel Hacq avait coïncidé avec l'arrivée de Jim Alcheik et de ses judokas. Le 9 décembre, quelques indiscrétions, des confidences de certains amis bien intentionnés dans un avion, un journaliste à proximité, et l'amalgame fut vite fait entre « policiers officiels » et le « service d'ordre du M.P.C. ». *France-Soir* titra à cette époque : « Les « barbouzes » arrivent. »

Trois jours après la mise en place de l'équipe de Jim Alcheik, dans une villa que nous avions louée à l'angle de la rue Faidherbe et du chemin Reynaud, l'O.A.S. nous tendit une embuscade.

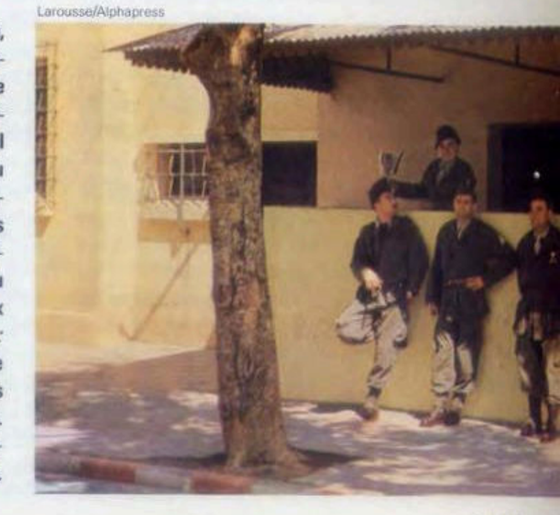
Quatre « delta », armés chacun d'un P.M., nous attendaient, André Goulay et moi, à la sortie de mon domicile, une autre petite villa très discrète sise 9, rue Séverine, à la Redoute. En quelques instants, la vieille Mercedes 1949 dans laquelle nous avions pris place fut criblée de balles. André, qui conduisait, fut très grièvement blessé au bas-ventre ▶

G. Lepage



***A gauche* : Aïn-Taya, charmante petite station balnéaire située dans les environs d'Alger, où habite Marcel Hongrois, militant du M.P.C. Avec une équipe, il va recouvrir les murs de la ville d'affiches et de slogans du M.P.C. et effacer ceux de l'O.A.S. *A droite* : garde de la mairie d'Aïn-Taya par les territoriaux, que l'O.A.S. cherchera à incorporer dans ses troupes.**

Larousse/Alphapress



à Alger, la légende des "barbouzes" grandit

et aux bras, alors que, par miracle, je n'étais touché que superficiellement.

L'O.A.S. avait mis un mois jour pour jour à nous détecter et à tenter de nous abattre. En réalité, les hommes de Degueldre ne nous avaient pas identifiés, puisqu'ils diffusèrent un tract après l'attentat dans lequel ils affirmaient avoir tué le colonel Coulet, ancien directeur politique de la Délégation générale.

Soixante-douze heures après son arrivée, Jim Alcheik allait donc devoir assumer la responsabilité du service d'ordre du M.P.C. Les nouvelles recrues continuaient à nous rejoindre et si certaines, comme Louis Dufour, dit le père Peysson, un ancien F.F.L., nous furent d'un grand secours du fait de leur expérience militaire, d'autres, plus jeunes et plus turbulentes, nous posèrent des problèmes. Il fallut parfois renvoyer très vite de nouveaux arrivants, les uns parce que, bravaches, ils risquaient de compromettre la vie de leurs camarades, les autres parce qu'ils n'avaient pas imaginé, en France, qu'il y eût de tels risques à prendre.



Keystone



Doc. Bitterlin

Ci-dessus : **Dominique Ponchardier (ici décoré de la Légion d'honneur par de Gaulle). Après avoir été chef de mission à la D.G.E.R. au cours de la seconde guerre mondiale, il s'est consacré au cinéma, au roman policier et à la diplomatie. C'est lui qui est chargé de recruter des volontaires pour la lutte anti-O.A.S.** ***A gauche :*** **Ettore Lobianco;** ***à droite :*** **Raymond Schmitlein, deux membres du groupe « action anti-O.A.S. ».** ***Extrême droite :*** **des ménagères, l'œil réprobateur, contemplent le travail des colleurs d'affiches.**



Keystone

Des éléments algériens

Alors qu'André Goulay, après les premiers soins reçus à l'hôpital Maillot, était envoyé à Marseille sous bonne garde par avion militaire, le M.P.C. réagit très vite, un peu trop vite à mon avis.

De plusieurs sources nous parvinrent des indications sur les auteurs de l'attentat qui avait failli nous coûter la vie. Le cheikh Zékiri disait connaître l'identité de certains pieds-noirs qui y avaient participé.

Jim Alcheik, sur ces renseignements, monta trois opérations. Il décida d'enlever les trois suspects qui venaient de nous être désignés et qui travaillaient dans une compagnie pétrolière. Pour les intercepter, nos hommes utilisèrent de fausses cartes de police, dont les modèles étaient périmés, mais qui nous servaient de laissez-passer la nuit. Les prisonniers furent ramenés à la villa de la rue Fabre et interrogés.

L'affaire fit grand bruit. Les syndicats tenus par les activistes décidèrent de faire grève si les hommes n'étaient pas libérés. La presse pro-O.A.S. se déchaîna. De toute façon, nos suspects n'étaient que des pieds-noirs sympathisants qui n'avaient à leur actif que la réalisation et la distribution de tracts O.A.S., mais rien de commun avec les équipes de Degueldre. Après quarante-huit heures, nous convînmes avec la Sécurité militaire, qui ne voulait pas les prendre en charge, pas plus que la « mission C », de les libérer après les avoir menacés de représailles s'ils parlaient.

D'autres « arrestations » eurent lieu, auxquelles il fallut mettre un frein. Je dus éloigner le cheikh Zékiri de notre villa, car j'appréhendais d'autres incidents qui auraient pu être plus graves.

Après une fusillade devant l'hôpital Maillot, qui nous avait mis aux prises avec les « delta », et ces enlèvements, la légende des « barbouzes » grandissait de jour en jour. Nos adversaires multipliaient le nombre de nos effectifs et certains journalistes allèrent jusqu'à écrire que nous étions 15 000, alors que nous ne fûmes jamais plus de 200 dans toute l'Algérie, y compris une dizaine de Vietnamiens !

Un de nos anciens camarades algériens de la R.T.F., délégué de l'U.G.T.A., vint un jour me trouver avec deux de ses amis et me mit en garde contre le cheikh Zékiri, qui, à son avis, nous avait recommandé des éléments algériens peu sûrs. D'après lui, le F.L.N. n'avait pas du tout donné son aval au cheikh pour qu'il mît à notre disposition de jeunes nationalistes. La zone 6 de la wilaya 4 (il n'y avait plus de zone autonome structurée) avait blâmé l'initiative de Zékiri, alors que celui-ci nous avait lu des lettres d'approbation émanant prétendument de cette zone.

Pour compenser cette situation très trouble, le syndicaliste me dit qu'il allait me donner les noms et adresses des principaux responsables de l'O.A.S. tels que le F.L.N. en avait établi la liste et que je pourrais les remettre aux policiers français.

Quarante-huit heures plus tard, cette liste était dans les mains d'Hernandez.

Nous arrivions à la fin de décembre. Alger vivait sa seconde « bataille », mais cette fois les coups se portaient entre Français. Les éléments les plus sûrs, qui étaient utilisés contre les équipes de Degueldre, étaient les gendarmes. Ceux-ci opéraient sur renseignements, notamment dans la Mitidja, et multipliaient les contrôles des automobiles.

Le « colonel Foyer » et Robert Lavier rassemblaient chaque jour les tuyaux qu'ils collectaient et, après une rapide synthèse, nous les communiquions à Hernandez. Juste avant Noël, par l'inter-



Habans/Paris-Match

médiaire du syndicaliste F.O. Marçot, je fis la connaissance d'un instituteur français, Marcel Hongrois, qui enseignait près d'Aïn-Taya et qui voulait militer pour nous. Lui aussi avait fait la guerre dans les F.F.L. Capitaine S.A.S., il avait été blessé par les Allemands. Médaille militaire, croix de guerre, sa modestie l'empêchait pourtant de porter ses décorations. Dans son secteur, il était en contact avec des jeunes du contingent qui eux aussi voulaient faire quelque chose. Depuis le putsch, ils s'étaient manifestés sous le sigle O.C.C. (Organisation clandestine du contingent) mais ils étaient prêts à combattre sous les couleurs du M.P.C.

Un vent de folie souffle sur Alger

En trois jours, Marcel Hongrois, ses amis du contingent et quelques Algériens recouvrirent les murs d'Aïn-Taya, Rouiba, Surcouf et Suffren, effacèrent les sigles O.A.S. et inscrirent ceux du M.P.C. Comme ce secteur était aussi très fréquenté par les déserteurs de la légion, des renseignements précis furent transmis très vite à la « mission C ». A deux reprises, des fermes dans lesquelles Salan était censé se réfugier avaient été désignées à Hernandez. Les opérations, trop vite ou trop tard montées, ne donnèrent aucun résultat. En revanche, plusieurs gibiers de moyenne importance, qui étaient suivis par nos indicateurs bénévoles algériens, furent arrêtés.

De son côté, à Orléansville, Guy Gits avait aussi « cueilli » un jeune O.A.S. qui avait donné des précisions intéressantes sur son organisation. Dès qu'il eut parlé, nous l'accompagnâmes à Alger pour lui faire gagner Marseille afin qu'il fût en sécurité. Ce fut le M.P.C. qui paya même son billet.

Le 29 décembre, Jacques Dauer ordonna qu'il fût mis fin aux activités politiques du M.P.C. en Algérie. « Des interférences *(d'après lui, celles de Dominique Ponchardier, Pierre Lemarchand et Jim Alcheik)* gênent l'action du mouvement et l'engagent dans une voie policière qui porte préjudice à tous nos amis. »

Ainsi en décidait Paris. Pour leur part, Jean Morin, Michel Hacq et les hommes du M.P.C. d'Alger ne tinrent pas compte de ce désaveu de notre action.

Pour nous, le M.P.C. devait continuer son action anti-O.A.S. Il n'était plus possible de faire de la politique comme on l'entendait en temps normal, mais il fallait aller jusqu'au bout de nos objectifs.

Le vent de folie qui soufflait à Alger était tel que la raison n'était plus qu'un mot. C'était la vie de tous ceux qui avaient accepté de se joindre à nous qui était également en jeu. Nous ne pouvions les laisser sans protection. Nous avions en quelques semaines réussi à nous manifester suffisamment pour gêner l'O.A.S. qui s'acharnait sur nous.

Le mirage qui cache la réalité

Dauer n'était pas seul à vouloir que le M.P.C. cessât ses activités en Algérie. Michel Debré le fit savoir également à Jean Morin, qui me lut la lettre qu'il avait reçue du premier ministre. Mais Jean Morin était seul à juger si oui ou non nous devions continuer. Il ne tint pas compte non plus du souhait de Debré. Le M.P.C., en tant qu'organisation politique anti-O.A.S., restait !

Mais comme nous prévoyions que les coups que l'adversaire allait nous porter seraient de plus en plus rudes, la « mission C » accepta de nous donner d'autres P.M. et pistolets, tandis que la famille Lemarchand continuait de nous envoyer des renforts.

A 23 heures, le 31 décembre 1961, Delgueldre, à la tête de ses hommes, attaqua la villa du chemin Raynaud. Après plusieurs roquettes tirées dans la façade, les « delta » partirent à l'assaut. Des F.M. en batterie visaient les fenêtres. Nos hommes ripostèrent. La fusillade dura vingt minutes environ. Bilan de notre côté : un blessé, Dzu, un Vietnamien, touché par un éclat de roquette. Un agent de police fut tué alors qu'il conduisait le car de police-secours accouru sur les lieux.

L'année allait bien commencer pour le M.P.C. Nos adversaires déclaraient avoir abattu quatorze des nôtres.

Pour ma part, je me demandais si nous n'étions pas en train de jouer les « chèvres » sur lesquelles s'acharnaient les « loups » de l'O.A.S.

Pendant que la « mission C » se mettait en place, que les négociations secrètes avec le F.L.N. reprenaient, les « barbouzes » occupaient la première place des journaux. C'était le mirage qui cachait la réalité. Six mois plus tard, les accords pour l'indépendance de l'Algérie seraient signés. H

Lucien BITTERLIN



Lorrain

LA VALLÉE DU CHÉLIF AUX QUATRE SAISONS

La vallée du Chélif se trouvait tout au nord du pays. Vue d'avion, ce n'était qu'un long et large sillon plat prisonnier entre deux chaînes de montagnes, et la rivière s'y promenait sur deux cents kilomètres depuis le Tell jusqu'à la baie de Mostaganem.

Où sont aujourd'hui les noms magiques qu'enfant je donnais aux arbres et aux fleurs de cette vallée?

Où sont les oiseaux rieurs, ceux qui, malgré nos ruses de Sioux, devinaient notre approche et s'enfuyaient, joyeux, au moment où nous pensions les atteindre, dans le petit matin frais?

Où sont les tortues mystérieuses et les gazelles secrètes, celles dont nous passions la journée à découvrir la cache interdite?

Je me souviens de tout cela et de bien d'autres choses encore. Je me souviens de décembre et de janvier, les mois de repos et d'hiver; je me souviens de novembre et de son merveilleux automne; je me souviens de février et de son incroyable printemps.

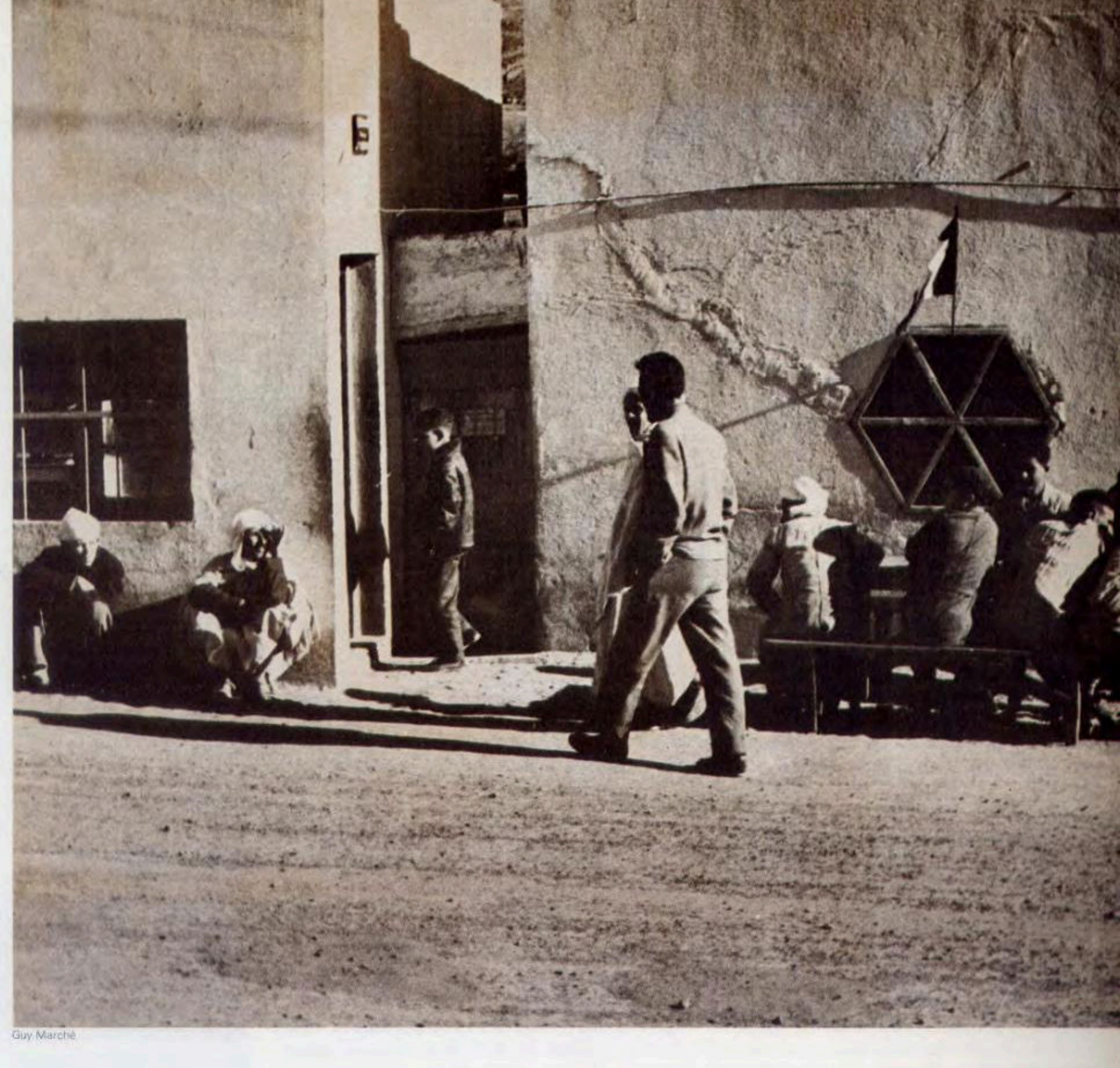
Ces trois saisons étaient courtes; aussi essayions-nous d'en jouir vite et au maximum, sachant trop que l'implacable seigneur Été reprendrait bientôt ses droits.

Nous nous sentions Français durant les mois bénis de décembre et de janvier, vaguement Méditerranéens pendant novembre et février, et purement Africains la majeure partie de l'année.

Et que sont devenus tous ces gens de la vallée, tous ceux dont je me remémore les rires et les silences, les gestes et

◀ La vallée du Chélif, dépression située entre les monts du Dahra et l'Ouarsenis. L'eau de cette rivière capricieuse, précieusement captée dans de longues canalisations de ciment, permet d'irriguer la plaine d'Orléansville, faisant lever les belles moissons d'Algérie. Dans cette plaine aux étés torrides, les colons ont créé aussi d'immenses orangeraies.

Dans la vallée du Chélif comme dans les autres régions d'Algérie, une fraction importante de la population musulmane est employée chez les colons ou chez les agriculteurs musulmans comme journaliers. Aux points d'embauche, ils viennent nombreux chaque matin. Mais il n'y a pas de travail pour tous. Et la misère est partout présente en milieu rural. ▶



Guy Marché

la démarche, les souffrances et les victoires?

Qu'est devenu le vieux rabbit, ce renard de la vallée, fascinant et plein de soleil, avec son odeur de fauve rouillé?

Il descendait nous voir dans la vallée, chaque printemps, et nous racontait les histoires de ses montagnes. Nous apportions du vin que nous buvions en admirant la vallée, à l'abri des regards désapprobateurs des femmes qui nous guettaient depuis leurs cuisines. Puis nous mâchions longuement des grains d'anis sauvage afin de faire disparaître l'odeur du vin doux – nous étions fiers de notre ruse! Divins soirs de février au cours desquels une dizaine d'hommes formaient cercle, attentifs, fiévreux, autour du vieux rabbit, écoutant les sons de sa voix et de sa canne! Abreuvés de paroles et de vin, nous nous endormions – rois de la vallée et de la terre! – et au petit matin, le vieux rabbit avait disparu, emporté par la nuit et les étoiles.

Puis, en mars, il s'envolait, pour de longs mois, dans ses montagnes; et nous regardions celles-ci, depuis la vallée, espérant l'y découvrir entre un arbre et un rocher, méditant.

Une satanée rivière

Les montagnes mystérieuses!

Je me souviens d'elles; je me souviens des monts du Dahra qui régnaient au nord et qui empêchaient les gens de la vallée de savoir ce qu'était la mer – écran sombre et méchant, heureux de la peine qu'il nous faisait en nous cachant la Méditerranée!

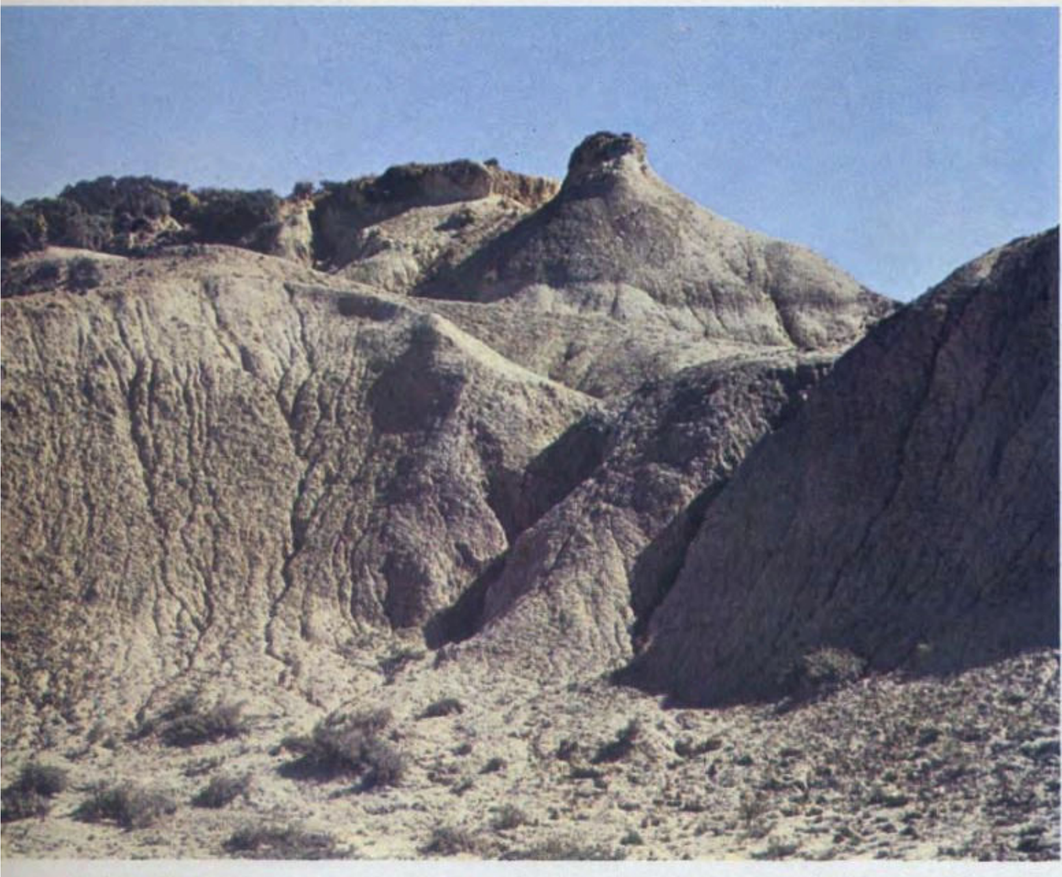
Au sud de la vallée, la chaîne de l'Ouarsenis dominait la plaine, aussi loin que l'œil pouvait fouiller, et tentait de nous protéger, autant qu'elle en était capable, du sirocco.

Nous détestions les monts inamicaux du nord; nous adorions la chaîne tiède et claire du sud.

Les uns nous frustraient complètement de quelque chose dont nous avions besoin; l'autre nous aidait imparfaitement à vivre.

Certains hivers, lorsqu'il pleuvait beaucoup, des torrents furieux déboulaient des montagnes et venaient se vomir dans le Chélif, qui s'enflait et explosait de toutes parts, inondant, saccageant, puis transportant ses victimes jusqu'à la mer. Arrivait février; le Chélif, satisfait mais honteux, se repentait de son crime annuel et s'endormait pour longtemps. Nous étions forcés de lui pardonner, nous n'avions que lui, dans toute la vallée, pour abreuver nos terres avides. Nous le maudissions d'être le seul, mais nous le vénérions de nous sauver de l'absence de tous les autres auxquels nous rêvions quelquefois.

Le Chélif n'était qu'une satanée petite rivière de rien du tout qui voulait jouer à quelque gros fleuve européen pour nous intimider; mais nous l'aimions comme une mère peut aimer son enfant ▶



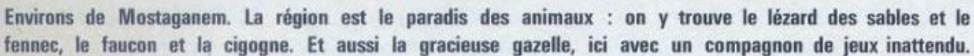












Environs de Mostaganem. La région est le paradis des animaux : on y trouve le lézard des sables et le fennec, le faucon et la cigogne. Et aussi la gracieuse gazelle, ici avec un compagnon de jeux inattendu.

Photos : Brezenec-Derobert-Paquiez-Duzes-Lepage-Le Naour

le printemps nous vengeait de nos malheurs hivernaux et nous les faisait tous oublier

débile : le Chélif faisait de son mieux et nul n'y pouvait rien !

A la fin, je crois que nous ne l'aurions pas échangé contre la Seine.

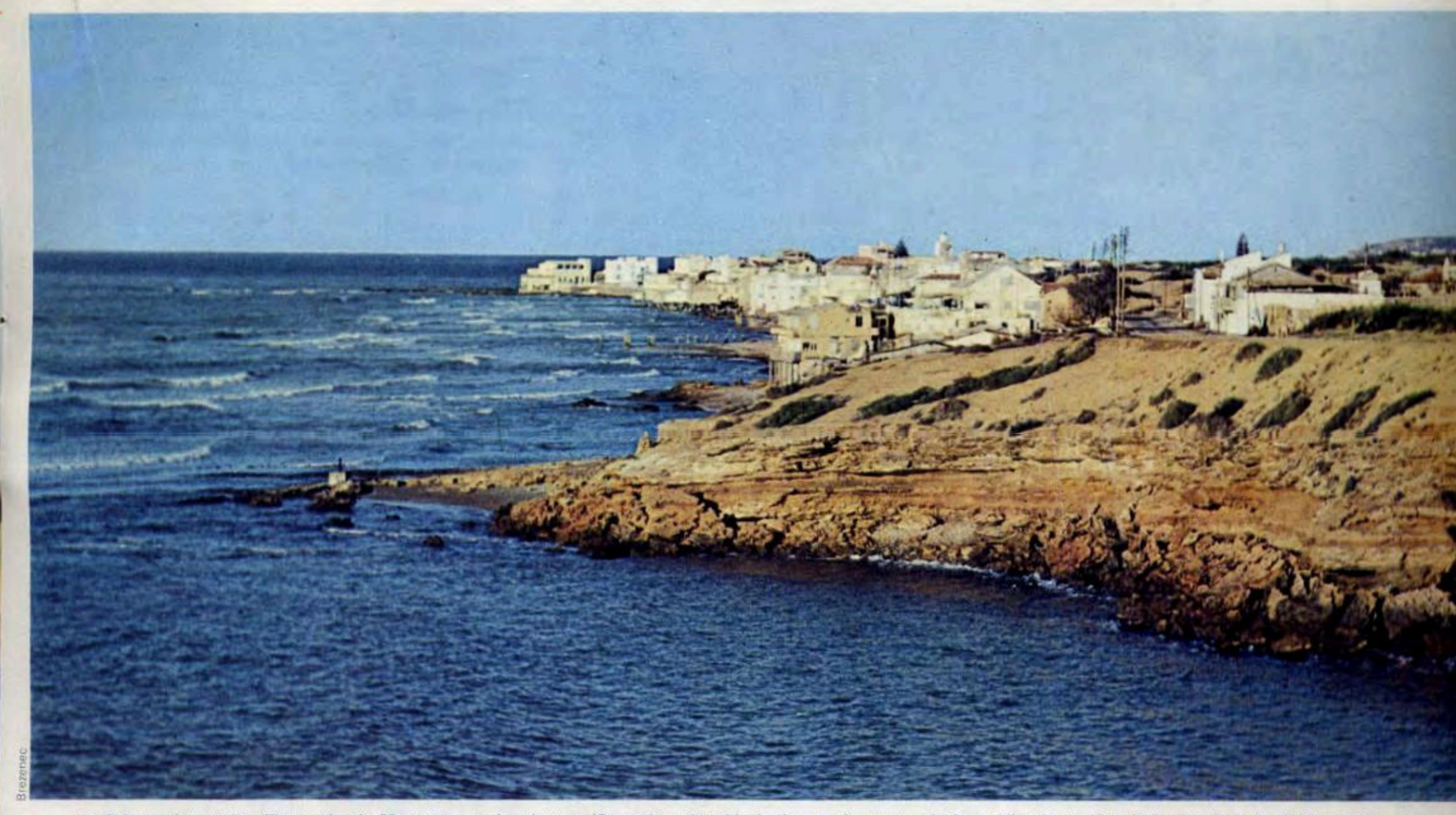
Mais le printemps nous vengeait de nos malheurs hivernaux et nous les faisait oublier lorsqu'il réendossait son habit de lumière aux senteurs affolantes. La vallée et les flancs des montagnes disparaissaient sous un manteau de glaïeuls multicolores et de boutons d'or à l'éclat insoutenable au regard, sous les rayons implacables du soleil de midi. Sur les bords du Chélif, le genêt et le muguet sauvage transfiguraient toute chose. Sur les hauteurs, les herbes, d'un vert-bleu très clair, se battaient ferme avec des légions d'adiantum afin de trouver une petite place à l'ombre miraculeusement dispensée par les chênes protecteurs. La vallée devenait alors le jardin d'Eden et les petits animaux sauvages qui l'habitaient ne contenaient plus leur joie. On les voyait dévaler les sentiers du haut des montagnes jusque sur les bords du Chélif.

La floraison des plantes, des animaux et des hommes était un spectacle incroyable, fabuleux, paroxysmique, presque intolérable. Mais cela ne durait que quelques semaines. Quand venait Pâques, les plantes brunissaient et mouraient de soif; la vallée prenait une mauvaise couleur safran; les animaux se terraient, assassinés par le soleil et sa chaleur; le Chélif s'évanouissait totalement. Dans le ciel d'un bleu décourageant, il n'y avait plus aucun espoir d'apercevoir un tout petit nuage annonciateur de pluie. Se craquelant affreusement, les terres nous faisaient pitié, et le plus triste était que nous ne pouvions rien pour elles.

Leur peau était devenue rouge

Alors se levait le grand vent de la vallée, roulant vers Relizane tout ce qu'il trouvait sur son passage. Le vent de la vallée du Chélif pouvait, dans ses jours de fureur, culbuter les pierres tombales. Dans les champs, les hommes souffraient mille morts en travaillant la terre; ils tentaient, tant bien que mal, de se protéger du fléau en se masquant le visage à l'aide de grands foulards et de lunettes énormes. Le soir, lorsque le vent s'essoufflait enfin, les hommes regardaient leur peau devenue rouge, et ils riaient.

Telle était la vallée jusqu'à la Toussaint, immuablement. Au nord de Reli-


Brezenec

La Salamandre, petite ville proche de Mostaganem, dont la magnifique plage de sable doré se prolonge sur plusieurs kilomètres. Lieu de farniente idéal... Mais pour les amoureux de la nature, rien ne vaut les promenades dans la vallée du Chélif au printemps lorsque les plantes éclosent et que les petits animaux sauvages gambadent dans les herbes.

zane, quand venait novembre, le paysage se faisait désertique, planté çà et là de palmiers et de cactées, et tournait au mauve, dans le crépuscule. Je me souviens du sifflement des express, au loin; je me souviens des grillons des jolies prairies du Chélif et de leurs concerts chaque soir renouvelés.

C'était l'automne, et la vallée redevenait plus humaine; les hommes avaient alors du plaisir à travailler, et, au milieu des champs, ils se remettaient à sourire et à parler fort. Ils oubliaient immédiatement le vent de l'été qui leur faisait courber l'échine.

C'était immuable : durant le long, l'interminable été, les hommes ne se souvenaient plus des douceurs ineffables du printemps et de l'automne, et ils doutaient même de leur existence antérieure; alors, ils haïssaient leur vallée. Mais dès que les deux belles saisons revenaient, ils oubliaient l'été et leurs souffrances passées.

Leur faculté d'oubli avait quelque chose d'incroyable, de purement miraculeux!

Voilà comment était, depuis toujours – et pour toujours, pensions-nous –, la vallée du Chélif!

Au milieu du siècle dernier, les conquérants français n'eurent que peu de peine à mettre à la raison les naturels de la vallée, peu nombreux et très dispersés. Ils durent avoir plus de mal, en revanche, à s'établir dans ces régions inhospitalières et à survivre, grâce aux produits de la terre. Ils essayèrent bien mais, finalement, renoncèrent.

Ils se regroupèrent alors dans les petites villes de la vallée, ou en fondèrent d'autres et, de fermiers qu'ils étaient, devinrent des citadins, oubliant peu à peu leurs espoirs et leurs rêves anciens. Les terres de la vallée se retrouvèrent très vite telles qu'elles avaient été avant 1830, sauvages et incultes.

Des moribonds invincibles

Heureusement, au début de ce siècle, arrivèrent les Espagnols, plus courageux, plus tenaces – c'était là une qualité capitale et déterminante –, plus farouches, animés d'une foi inébranlable en leur destin et en la mission que leur avait confiée le Ciel, guidés enfin par une confiance indestructible. Il ne fallut que peu de temps pour que toutes les terres dénudées entre Affreville et Relizane fussent partagées entre des centaines de familles misérables, dispersées sur 300 kilomètres, luttant follement contre la coalition des éléments atmosphériques déchaînés, des animaux sauvages furieux de cette intrusion et, surtout, d'une terre refusant obstinément d'offrir la vie, n'acceptant pas de se laisser attendrir à la vue d'enfants maigres et maladifs.

Les Espagnols partagèrent ainsi avec les serpents et les scorpions une vie affreuse et grandiose de moribonds invincibles.

Enfin, tout juste avant la première guerre mondiale, la vallée s'avoua vaincue; les Espagnols avaient gagné!

L'enfer devint alors un paradis; la vallée du Chélif devenait la Californie française!

Je me souviens des noms merveilleusement descriptifs que les Espagnols donnèrent à certains endroits de la vallée – noms enchanteurs, envoûtants, qui se présentaient, dans mon imagination, comme les titres de victoire des grandes batailles que livrèrent les hommes contre la nature. Les Espagnols, gens simples, donnaient à un lieu le nom de ce à quoi il ressemblait. Ainsi en est-il d' « Iglesia del Diablo », parce que la conformation naturelle de l'endroit suggérait effectivement une gigantesque église de terre et de rochers, mais aussi parce que ce lieu était un des plus dangereux, des plus malsains, de toute la vallée, et nul ne s'y aventurait seul de nuit. Je me souviens encore d' « El Baño de la Reina » – qui pouvait-elle bien être, cette reine, et que venait-elle faire dans un endroit pareil où il n'y a jamais eu assez d'eau pour que quiconque pût prendre un bain? Et qu'est-il advenu de « La Mesa de las Hienas », cet endroit affreux et surnaturel où les hyènes passaient à table?

Ces noms magiques sont gravés à jamais dans ma mémoire, car si n'importe

au printemps, des herbes hautes inondaient la rue et devenaient le ref

quel endroit stupide et fade peut s'appeler par hasard Alger ou Paris, « Iglesia del Diablo », en revanche, ne peut être qu'un lieu bien nommé, un lieu d'une divine supériorité, un lieu qui laisse dans les souvenirs des hommes un parfum bien plus puissant et significatif, un lieu qui ne saurait s'écarter de la route et du devoir qui lui ont été donnés pour toujours par des poètes respectueux.

Je me souviens enfin de ces petites villes écloses tout au long du Chélif.

Dans celle-ci, en venant de Relizane, vous entriez par la rue de Relizane, qui devenait, une fois le centre du village dépassé, la rue Saint-Aimé pour la bonne raison qu'elle s'en allait en direction de la ville nommée Saint-Aimé, située quelques kilomètres plus loin.

Entrons dans cette petite rue, à droite, juste avant la sortie du village vers Saint-Aimé – je l'appelais la rue folle !

En hiver, la boue empêchait même les automobiles de passer; en été, le trottoir d'asphalte, fondant sous le soleil, interdisait aux piétons de s'y promener; au printemps, des herbes hautes d'un demi-mètre inondaient toute la rue – moutarde sauvage, glaïeuls, jasmin – et devenaient le refuge de dizaines de colibris, multicolores et piaillards.

Te souviens-tu des mille bruits de la rue, mon vieux Boubaker? Te souviens-tu de la brise crépusculaire qui nous distribuait les senteurs mêlées en provenance du quartier musulman? C'était un mélange de thé brûlant, de mouton rôti et d'étranges parfums de la confiserie des frères Messali. Te souviens-tu de la mystérieuse musique, déchirée en lambeaux par le vent, qui nous venait du café maure? Te souviens-tu comme, à ce moment, l'air lui-même écoutait attentivement les sons des instruments?

Te souviens-tu des enfants jouant au football à longueur de journée, expédiant, par mégarde, le ballon sur les étalages des boutiques, discutant, pleurnichant sans cesse afin de pouvoir continuer leur jeu, s'enfuyant comme une volée de moineaux à l'apparition de l'agent de police du quartier?

Te souviens-tu des petites maisons bleu et blanc de la rue? Aucune d'elles ne voulait ressembler exactement à ses voisines – pour rien au monde !

La Studebaker du vieux Buleña

Aujourd'hui encore, si je ferme les yeux, je les revois toutes, et je peux les décrire, les conter avec mille détails, comme je l'ai fait hier et le ferai demain.

Et puis, encore, te souviens-tu du vieux Buleña essayant, chaque matin, de faire démarrer son antique Studebaker?

Quelquefois, la grosse automobile ne voulait rien savoir, rien entendre, et le vieux Buleña, en désespoir de cause, crachait sur le sol et murmurait une formule magique en levant les yeux vers le ciel.

Te souviens-tu, enfin, des ululements du train qui nous venait, chaque soir,

Ci-dessous : **l'heure de la prière. Tournés vers l'Orient, ils implorent Allah, peut-être pour qu'il fasse tomber une pluie bienfaisante.** ***Extrême droite :*** **pas assez d'eau, trop d'eau, l'Algérie est le pays des extrêmes, et l'irrégularité des pluies, un fléau.**

Roger-Viollet



UNE RENTRÉE BIEN MOUV


Keystone

◀ **Les quais de la gare Saint-Lazare. La France est mécontente. Les cheminots et les agents du gaz et de l'électricité se sont mis en grève, bientôt suivis par tout le personnel du métro et des autobus parisiens.**

SEPTEMBRE 1961. C'est la traditionnelle « rentrée », mais une rentrée inhabituelle. Après la pause relative des vacances, l'agitation politique et sociale reprend de plus belle. Les oppositions ne désarment pas et c'est sur cinq « fronts » que le gouvernement doit mener la lutte : les fronts de l'O.A.S. et du F.L.N., le front paysan, le front social, enfin le front parlementaire.

De fait, l'O.A.S. frappe toujours en France. Le 1er et le 2 septembre, des bombes explosent chez le grand rabbin de France, Jacob Kaplan, et chez Geoffroy de Courcel, secrétaire général de l'Élysée. Le 8, c'est l'attentat manqué contre le général de Gaulle, dans lequel l'organisation secrète rejette, il est vrai, toute responsabilité. Il n'en reste pas moins que les opérations de police, menées avec plus ou moins de bonheur, révèlent la complexité des réseaux qui trahissent une organisation extrêmement cloisonnée. Quant au terrorisme F.L.N., il manifeste une nette recrudescence depuis la fin du mois d'août, et ce sont maintenant les policiers qui en sont les principales victimes. Des centaines de musulmans sont alors assignés à résidence « dans leur douar d'origine ».

Sur le front social, c'est le problème paysan qui a dominé l'actualité de l'été. Les quelques mesures d'apaisement décidées, notamment en ce qui concerne le prix du lait, ne suffisent pas à calmer la colère des ruraux. Pour la très influente F.N.S.E.A., les projets de loi du gouvernement constituent « un défi à la paysannerie » et n'apportent « aucune satisfaction aux revendications paysannes ». Enfin, avec les organisations syndicales, le débat reste ouvert. Les travailleurs ne reçoivent pas une part équitable des fruits de la prospérité. Le mécontentement est particulièrement aigu dans les services publics où les salaires paraissent en retard sur ceux du secteur privé. Dès le 27 septembre, les cheminots et les mineurs organisent une journée revendicative.

Mais c'est sur le plan politique que le malaise est le plus vif et, après trois années d'existence, force est de reconnaître que le régime n'a pas encore trouvé, sinon son style, du moins son équilibre. Et en septembre, c'est une véritable « fronde » qui éclate et, dans tous les groupes, la Ve République est mise en accusation. En réalité, les thèmes ne sont pas nouveaux, mais c'est la vigueur des attaques qui est symptomatique et aussi la qualité des censeurs.

A bien des égards, l' « autoritarisme affiché du régime » est bien souvent de façade et, dans la pratique, le pouvoir doit fréquemment reculer et « les Français vivent, pourrait-on dire, en forçant quelque peu la note, sous une semi-dictature tempérée par une semi-anarchie ». A la longue, le régime « déjà plus présidentiel que parlementaire », ne risque-t-il pas de devenir tout simplement « plébiscitaire » ?

S'il y a une équivoque de fond sur l'évolution du régime, il y a aussi des inquiétudes plus immédiates. Adoptant lui aussi le système des conférences de presse, Mendès-France exprime, le 25 septembre, son angoisse sur l' « algérianisation » de la métropole et sur le risque de guerre civile avec la menace d'une dictature fasciste. Comme beaucoup d'hommes politiques de gauche, Mendès redoute un nouveau coup de force de l'armée. Il faut donc « devancer » la guerre civile et « organiser une transition vers une situation politique fondamentalement différente », avec un gouvernement de transition dont la mission sera de faire la paix en Algérie.

A la S.F.I.O., les inquiétudes sont du même ordre et les attaques se concentrent sur le premier ministre. Pour Gaston Defferre, « la condition de toute action contre l'O.A.S. est de se débarrasser de Debré, complice et ami des hommes que nous voulons abattre... Si le chef de l'État se solidarise avec Debré, il devra comprendre que nous luttons contre lui ». A l'issue du conseil national extraordinaire du parti socialiste, une motion, votée à l'unanimité,

Keystone


ge de dizaines de colibris

d'Inkermann, lorsqu'il s'arrêtait en gare, le long des herbes hautes ?

Te souviens-tu de tout cela, mon vieux Boubaker ?

Tout cela était notre mère !

Maintenant que notre mère est morte, quelle chaleur, quel printemps, quels oiseaux rieurs pourrons-nous désormais connaître ?

Nous ne savons plus que le froid de l'hiver des orphelins.

Nous nous souvenons de trop de choses.

Désormais, nous ne verrons plus vraiment ce que nous devrons regarder, mais ce à quoi nous penserons : nos souvenirs !

Nous serons le seul peuple au monde à regarder plus derrière que devant nous !

Pour certains d'entre nous, jusqu'à aujourd'hui, un passé trop riche, trop beau, a empêché un présent et ne permettra pas davantage un avenir.

Un riche passé fait souvent paraître pauvre le présent – mais bien souvent aussi, il interdit tout avenir. H

Roland AUVRAY



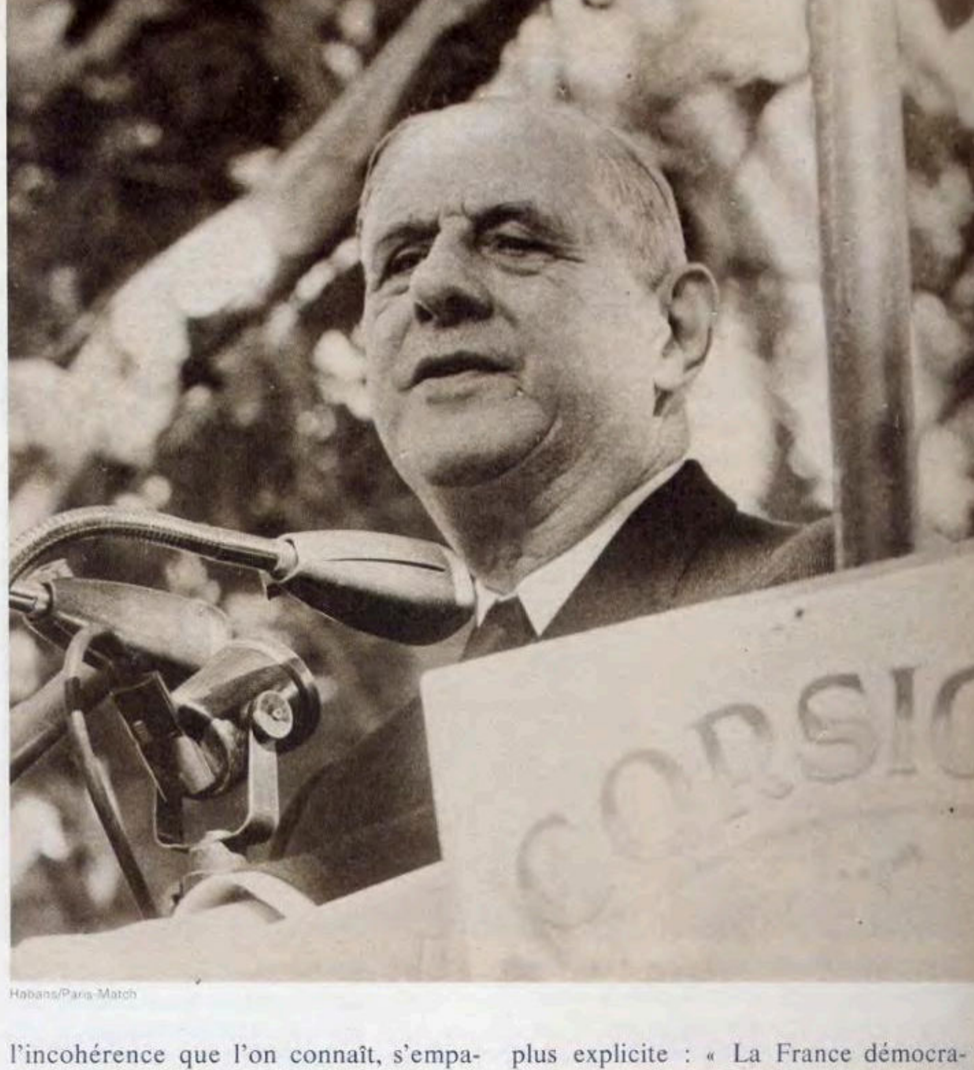
Brezenec

Les champs de blé : une des grandes richesses de la terre algérienne. Un jour, les *roumis* sont arrivés, ils se sont mis au travail et ont transformé les terres brûlées par le soleil, stériles, en ces vastes champs magnifiques.

Brezenec

EMENTÉE

Du 7 au 10 novembre, de Gaulle entreprend un voyage ▶ en Corse, dans le Var et les Bouches-du-Rhône. En Corse, où un nombre considérable de gardes mobiles et de C.R.S. a été expédié, l'atmosphère est tendue.



Habans/Paris-Match

estime qu'il faut cesser de faire croire à l'opinion qu' « il n'y a pas d'autre choix qu'entre de Gaulle et le désordre, la violence, la guerre civile ».

Devant cette levée de boucliers qui concerne tous les groupes, à l'exception naturellement de l'U.N.R., qui s'inquiète cependant de son isolement et du malaise qui règne dans le pays, le gouvernement décide quelques mesures d'apaisement. Le 30 septembre, l'application de l'article 16 prend fin. Au lendemain d'un voyage dans le Centre-Midi, le président de la République se décide à recevoir les chefs des groupes parlementaires et, au dire des intéressés, ces rencontres ne sont pas de simples monologues. Le chef de l'État donne des assurances sur l'évolution de la situation en Algérie. Si de nouvelles négociations échouent, ce sera la preuve que les dirigeants rebelles ne sont que des « éléments de subversion ». La seule solution sera alors le « regroupement », prélude au « dégagement ». A l'issue de ces véritables « entretiens », il insiste sur la nécessité de liens étroits entre le Parlement et le gouvernement.

Le tumulte et le tracassin

Enfin, le 2 octobre, le général de Gaulle s'adresse au pays par la radio et par la télévision. Cette fois, le ton est différent, moins conciliant. Comme le soulignera *le Figaro*, le chef de l'État prend « le haut ton du commandement, celui du lutteur qui défie l'adversaire, rassemble ses armes, parle net, redressé de toute sa taille ». De fait, après quelques généralités sur la politique extérieure et un pas nouveau dans la sémantique algérienne, « un État algérien indépendant et souverain par la voie de l'autodétermination », c'est une véritable volée de bois vert que le général adresse à tous les faiseurs de discorde; les groupes parlementaires sont particulièrement visés.

L'attaque commence dès la première phrase : « Si par malheur, nous laissions de nouveau le tracassin, le tumulte, l'incohérence que l'on connaît, s'emparer de nos affaires, c'est l'abaissement qui serait notre lot. » On peut se demander au nom de quelle force, de quelle vertu, de quelle efficacité, les tenants du système d'autrefois qui n'envisagent que de ramener la République « à certains jeux que l'on sait », dresseraient leurs prétentions, « alors que nul n'ignore au bord de quel gouffre étaient, il y a trois ans, la patrie et la République ».

L'allocution se termine par un avertissement non déguisé. Si les groupes politiques refusent de prendre part à la « rénovation en cours », « le peuple aurait à se faire entendre par les voies qui lui sont ouvertes ». L'appel direct à l'opinion par-dessus les « intermédiaires » n'a jamais été plus net. Le général brandit encore la menace d'un recours à l'article 16. « En cas de péril public, il m'incomberait, comme on le sait, de prendre toutes les mesures commandées par les circonstances. »

Naturellement, la leçon n'est pas accueillie sans irritation par les milieux politiques. Pour prudent qu'il soit, Edgar Faure n'en déclare pas moins : « Ce discours comporte plusieurs parties dont l'articulation ne s'impose pas et qui m'apparaissent très inégales quant à la force de conviction et à l'intensité de l'intérêt. » Pour Georges Bidault, « il n'y a là rien de nouveau, mais pas grand-chose de pire ». Marcilhacy se montre plus explicite : « La France démocratique, qui n'a pas voulu cela en votant la Constitution, ne peut pas accepter cette évocation de la dictature sans perdre les libertés qu'elle a eu tant de mal à conquérir. »

Un certain apaisement ne s'en manifeste pas moins et, au début d'octobre, on peut croire à une détente. Les débats sur le budget de 1962 s'engagent devant l'Assemblée et le Sénat dans un calme relatif. Les grèves continuent à perturber la vie économique du pays. Le 18 octobre, ce sont les cheminots, le 27, les employés du gaz et de l'E.D.F. Mais la vague de revendications ne tend pas à se généraliser. En fait, les Français ne portent que peu d'intérêt à la vie politique et le crédit du chef de l'État, à l'étonnement de bien des augures, reste important. D'ailleurs, les élections cantonales partielles montrent de nouveaux progrès de l'U.N.R., et un recul des socialistes et des communistes.

En réalité, la détente est trompeuse et un événement inattendu va relancer l'agitation politique et alourdir le malaise diffus de l'opinion. Le 17 octobre, en effet, en réplique à certaines mesures prises par la police, le F.L.N. organise au cœur de Paris une imposante manifestation dirigée « contre le système colonial et ses honteuses pratiques racistes ». Vers 23 heures, près ▶

◀ Le 23 novembre à Strasbourg, le général de Gaulle a rendez-vous avec l'armée, quatre mille officiers venus de tous les corps de métropole et d'Algérie.



Pierre Mendès-France : l'« algérianisation » de la métropole l'angoisse.



Marcilhacy : il est contre l'article 16.



Edgar Faure : gauche démocratique.



Georges Bidault : « Rien de nouveau mais pas grand-chose de pire ! »

François Mitterrand accuse le gouvernement

de 30 000 Algériens, venus par petits groupes, se rassemblent à l'Étoile, à la Concorde, aux Champs-Élysées, sur les grands boulevards. La réaction de la police, visiblement prise de court, est vive. A la suite de violentes échauffourées, on compte au moins 2 morts et une centaine de blessés parmi les manifestants, dont 11 538 sont appréhendés et dirigés sur le Palais des Sports ou le stade De Coubertin. La plupart seront refoulés sur « leur douar d'origine ». Une nouvelle manifestation a lieu le lendemain, suivie d'une grève des commerçants musulmans.

Dans l'opinion, l'émotion est considérable et la police se trouve littéralement mise en accusation. Les journaux se font l'écho de nombreux témoignages qui parlent de lynchages, de noyades, de vols, de sévices de toute nature. Les syndicats, les partis de gauche, des universitaires multiplient les protestations.

Un autre événement souligne encore le malaise qui règne dans une partie de l'opinion. Le voyage du chef de l'État dans le Sud-Est ne rencontre pas l'accueil habituel. En Corse, l'atmosphère est réservée, mais c'est à Marseille, le 10 novembre, que le général de Gaulle est reçu avec une évidente froideur, pour ne pas dire plus. Lors de la visite du port, les dockers crient : « Non au lock-out ! », « Nos 2 500 francs ! » et scandent : « A bas de Gaulle ! », « Paix en Algérie ! ». Lors de l'allocution, devant une foule très clairsemée, des groupes crient « Algérie française ! » Une information, transmise par France-Presse, contribue d'ailleurs à entretenir la fermentation qui règne alors au Parlement. Devant les députés des Bouches-du-Rhône, le général de Gaulle aurait annoncé son intention, une fois le problème d'Algérie réglé, de céder le pouvoir et de se retirer. Au Palais-Bourbon, certains pavoisent allégrement. Dans la soirée, la présidence doit faire paraître un démenti...

A la suite de ces incidents, les débats sur l'Algérie sont particulièrement houleux, notamment au Sénat. Bernard Lafay demande à Louis Joxe ce que sont devenues les options définies le 16 septembre 1959. « Qui trompe-t-on ? » Mitterrand accuse le gouvernement de chercher un accord avec le seul G.P.R.A. qui « serait le dernier électeur du général de Gaulle »... tandis que la paix « n'aura même pas été préparée par un accord entre les Français ». Quant à Paulian, du groupe des indépendants, il dénonce les activités de ceux que l'on n'ose* pas encore appeler les « barbouzes ». Après ces multiples passes d'armes, la session parlementaire se termine par des débats autour d'une motion de censure radicale et socialiste.

En fait, l'attention a surtout été accaparée par un événement de marque : la rencontre, le tête-à-tête, du 23 novembre entre le général de Gaulle et l'armée, à Strasbourg. Depuis 1958, à l'exception de l'« affaire des barricades », c'est pratiquement la première fois que le chef de l'État s'adresse au corps des officiers. Quatre mille d'entre eux venus de métropole et d'Algérie sont là pour l'écouter. Quel est le but de cette grandiose confrontation? Faire admettre, faire accepter par l'armée la dernière étape de la décolonisation, en un mot, l'indépendance de l'Algérie.

Un monde menacé par le totalitarisme

Solidement charpenté, d'une élégance toute classique, le discours, comme il se doit, comporte trois parties. Un rappel pour commencer, une page de gloire, la libération de Strasbourg par la 2e D.B., le 23 novembre 1944... La mutation, ensuite, qui attend l'armée, à l'heure du désengagement, dans un monde menacé par le totalitarisme. Mutation qui suppose une modernisation, un armement nucléaire, d'autant plus indispensable « qu'un grand État qui n'en possède pas, tandis que d'autres en possèdent, ne dispose pas de son destin ». Un solennel rappel à l'ordre, enfin, à l'obéissance. Si c'est grâce au courage, aux sacrifices de l'armée que la politique d'autodétermination a pu être conduite à son terme, il n'en reste pas moins que c'est là « la solution arrêtée par le chef de l'État, adoptée par le gouvernement, approuvée par le Parlement, ratifiée par le peuple français ». Et « dès lors que l'État et la nation ont choisi leur chemin, le devoir militaire est tracé une fois pour toutes ».

Le général a-t-il convaincu? Il serait dangereux de l'affirmer. Dans l'ensemble, l'impression semble avoir été plutôt favorable et nombre d'officiers se sont sentis confortés, même si l'adhésion est plutôt celle de la raison que du cœur.

Au total, la situation reste difficile à la fin de novembre. La guerre d'Algérie a duré maintenant plus longtemps sous la Cinquième que sous la Quatrième et rien ne laisse prévoir une solution rapide du conflit, d'autant que l'O.A.S. constitue un facteur nouveau, inattendu, avec lequel il va falloir compter. L'incertitude algérienne est d'autant plus grave qu'elle révèle les ambiguïtés du régime, l'absence de consensus d'une partie de l'opinion et qu'elle aggrave ainsi le malaise politique et social. H

Philippe MASSON

HISTORIA
magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Liliane Crété*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Edmond Freson*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétaire de rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*
Services des Ventes : *Georges Darmon*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
170 bis, bd du Montparnasse, 75680 PARIS Cedex 14.
Tél. 325-11-82. Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3,50 F. – Belgique, 35 FB. Suisse, 3,50 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14ᵉ. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
5° 16 numéros : 341 (97) à 371 (112).
45 FF - 450 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du nº 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
3° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
4° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
5° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
6° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
(Novembre 1961)

FRANCE

1ᵉʳ : Ben Bella décide la grève de la faim pour obtenir le régime politique.
1-3 : mouvements de grève dans divers secteurs.
2 : modifications au couvre-feu pour les Algériens.
7-10 : voyage du président de la République en Corse et en Provence.
14 : transfert à Garches de Ben Bella et de ses codétenus.
16 : réunion du comité des affaires algériennes.
18 : manifestation contre l'O.A.S. et pour la paix.
20 : Ben Bella et ses compagnons cessent la grève de la faim.
22 : dissolution du Comité de Vincennes.
22 : dix-huit attentats au plastic en France.
23 : discours du général de Gaulle à Strasbourg.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1ᵉʳ : manifestations musulmanes à l'occasion de la Journée nationale pour l'indépendance organisée par le F.L.N. en Algérie.
2 : investiture du nouveau gouvernement Ben Gourion.
4 : la Tunisie réclame une nouvelle négociation sur Bizerte.
4 : arrestation d'Abderrahmane Farès.
10 : assassinat de M. Joubert à Alger.
14 : mise à sac de l'ambassade de France à Rabat.
19 : entretiens Nasser-Tito-Nehru au Caire.
20 : nouveau gouvernement en Turquie.
24 : arrestation de quatre diplomates français au Caire.
25-30 : attentats à Alger et Oran.
28 : arrivée à Alger de brigades spéciales anti-O.A.S.

AFRIQUE

2 : l'offensive du général Mobutu au Katanga est repoussée.
6-10 : incidents au Kasaï.
13 : proclamation de l'état d'urgence au Cameroun.

AMÉRIQUE

3 : U Thant est investi secrétaire général intérimaire de l'O.N.U.
25 : interview de Kennedy aux Izvestia *sur Berlin.*

ASIE

1ᵉʳ : nombreux combats dans le centre et le sud du Sud-Vietnam.
22 : nouveau statut de la base de Singapour.

EUROPE

4 : formation du nouveau gouvernement grec.
7 : Adenauer est réinvesti par le Bundestag.
8 : ouverture à Bruxelles des négociations sur l'association de la Grande-Bretagne au Marché commun.
13 : la Grande-Bretagne adresse à l'U.R.S.S. une offre de cessation des essais nucléaires.
19 : discours de Kekkonen.
28 : reprise de la conférence de Genève sur l'arrêt des essais nucléaires.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



LES FORCES DE L'ORDRE CONTRE L'O.A.S.

Sommaire

● O.A.S.-Métropole
Puisque les Algériens de souche française s'accrochent à cette terre d'Afrique, c'est à Paris qu'il faut la sauver, c'est en France qu'il faut se battre, décident les auteurs du coup de force du 24 avril. L'O.A.S. Métro est organisée et passe à l'action.

● L'oasis rouge
La guerre est pratiquement ignorée à Timimoun, à plus de mille kilomètres au sud de la côte algérienne. C'est déjà l'Afrique noire avec ses coutumes, ses fêtes, une escale dans la mer de sable...

● Les comptes de fin d'année
Décembre 1961. La dégradation de l'État, la montée des oppositions, le désarroi de nombreux fidèles, ne peuvent avoir qu'un seul résultat pour le général de Gaulle : en finir avec l'affaire algérienne.

● Alger dans la tourmente
A la fin de l'année 1961, l'avenir est incertain pour tous, mais, dans la Ville blanche, on veut vivre le présent, éviter ce qui peut inquiéter... Malgré tout, la guerre se poursuit : les attentats se multiplient. Le préfet de police de cette époque rappelle son action.

● C.E.M.J.A.
Le centre d'entraînement des moniteurs de la jeunesse d'Algérie se prépare à fermer ses portes. Comment étaient formés ces jeunes Algériens destinés à diriger, au sein des S.A.S., des foyers de jeunes, à conseiller les désœuvrés qui submergent les quartiers des villes et les douars ?

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial. Dépôt légal 4ᵉ trim. 1973. – Nº d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris Nº 2083. – Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. – **Nº 351 - 29 Octobre 1973.**

L'Echo d'Oran — FONDÉ EN 1844
LE PLUS FORT TIRAGE ET LA PLUS FORTE VENTE DE [illegible]
L'ECHO DE L'ORANIE — PRIX 0,25 N.F. — L'ECHO DU CHELIF

Les horaires du couvre-feu à Oran

SUSCEPTIBLE DE LIQUÉFIER PLUS D'UN MILLIARD DE M3 DE GAZ PAR AN

L'USINE DE METHANE D'ARZEW SERA UNIQUE AU MONDE

MAIS LE PROJET D'UN GAZODUC SOUS-MARIN N'A PAS ÉTÉ ABANDONNÉ

PARIS, 21 décembre (De notre rédaction parisienne). — [illegible]

Les possibilités du gazoduc

Le tube sous-marin

La pose du câble téléphonique sous-marin Perpignan-Oran est terminée

DÈS LA FIN DE 1963 OU LE DÉBUT DE 1964

L'ÉCONOMIE DE L'EST ALGÉRIEN SERA TRANSFORMÉE GRACE AU BARRAGE DE LA CHEFFIA

Il alimentera en eau la ville de Bône et ses usines sidérurgiques et permettra l'irrigation de 25.000 hectares de cultures

Cette opinion ayant été admise, le projet ne tarda pas à sortir du cadre purement agricole pour entrer dans le domaine industriel. Dès lors, de nouveaux et délicats problèmes sollicitaient l'attention des pouvoirs publics et celle des ingénieurs chargés de la mise au point des plans. Car les bénéficiaires de ce qu'on appelle aujourd'hui « l'opération Bou Namoussa » appartiennent à des milieux divers qui vont du simple particulier au gros industriel, en passant par le petit cultivateur et le dirigeant de [illegible]

O^d EL ANEB — BV 107 km² — Q.m 20 hm³
BÔNE
PERIMETRE 20 000 ha
Marais du M'Krada
O^d EL HOUT — BV 73 km² — Q.m 17 hm³
O^d RESSOUL — BV 120 km² — Q.m 22 hm³
CHEFFIA — O^d BOU NAMOUSSA — BV 575 km² — Q.m 135 hm³

Une cuvette de 1.000 ha

2.000 m³/seconde



A Constantine
Deux voleurs d'armes dont un Tunisien, condamnés aux travaux forcés

Entre Franchetti et Charrier
Un accident de la route fait cinq blessés

Un espion à la solde d'un pays de l'Est arrêté à Paris

Il s'agit d'un ingénieur hongrois qui avait livré les plans du pipe-line de Hassi-Messaoud et de certaines bases de l'OTAN en France

L'affaire du naufrage du « Price » devant la Cour d'Appel de Tanger

Une cellule F.L.N. anéantie à Constantine

M. Balafrej nommé ministre des Affaires étrangères du Maroc

L'Union des syndicats professionnels des cheminots de la S.N.C.F.A. décide le principe d'une grève générale de 24 heures

RUE BUGEAUD, A ORAN
Une fillette et sa mère asphyxiées dans une salle de bains
L'enfant n'a pu être ranimée

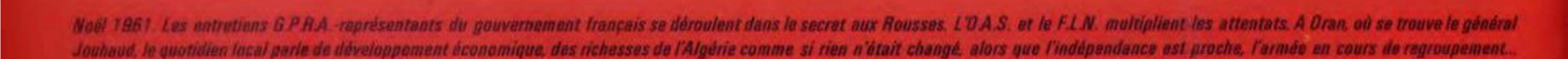
Le vice-amiral Barthélémy ce matin à Alger

Deux objectifs

Par décision du syndicat des limonadiers
Les cafés d'Alger seront fermés pour les réveillons de fin d'année

Tir de harcèlement à Ténès

Les conseils généraux de Sétif et des Aurès lancent des appels à la paix


Noël 1961. Les entretiens G.P.R.A.-représentants du gouvernement français se déroulent dans le secret aux Rousses. L'O.A.S. et le F.L.N. multiplient les attentats. A Oran, où se trouve le général Jouhaud, le quotidien local parle de développement économique, des richesses de l'Algérie comme si rien n'était changé, alors que l'indépendance est proche, l'armée en cours de regroupement...